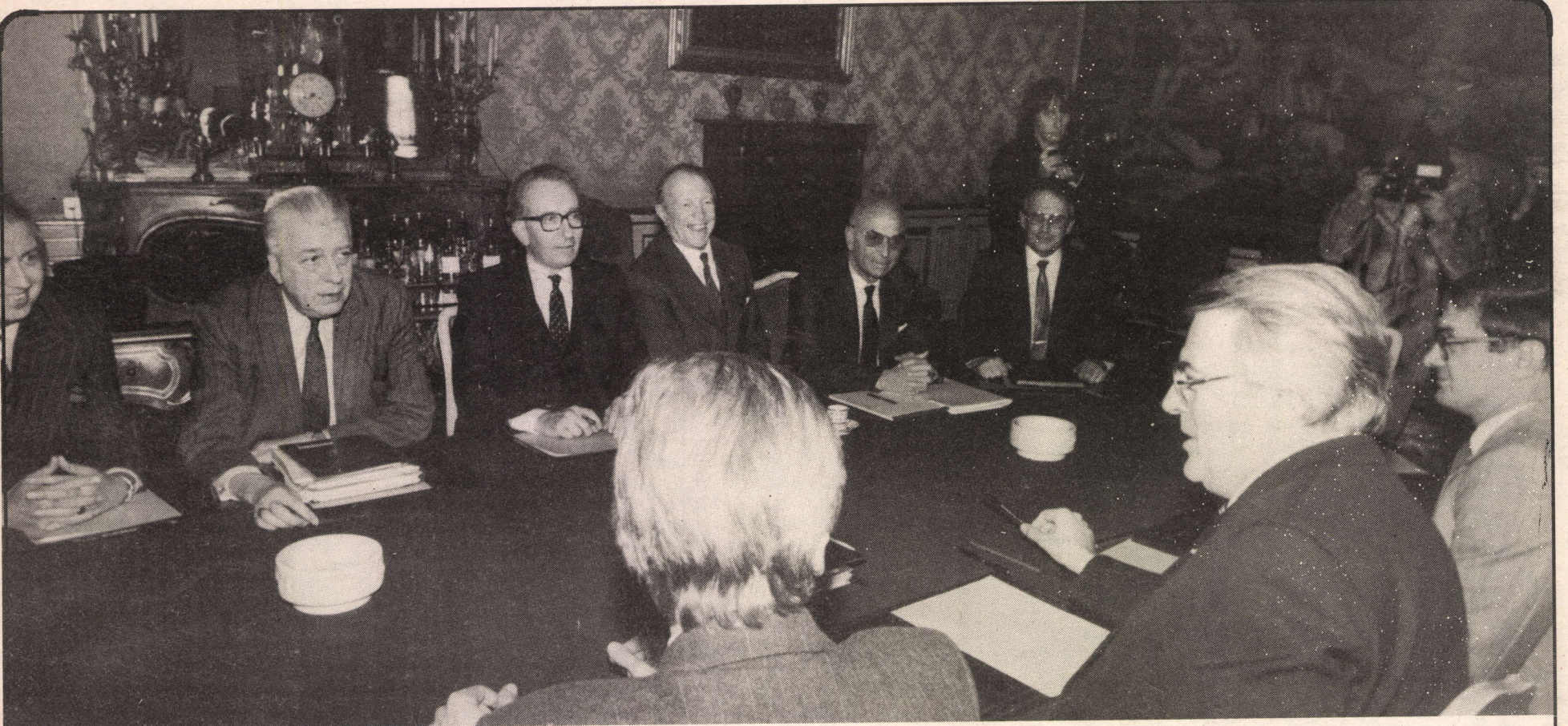


Lutte Ouvrière

TCHAD :
l'escalade
de
la guerre
coloniale

p. 20

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 818 - 4 février 1984 - prix : 6 F



**Gouvernement, patronat et syndicats
ne cherchent pas
à éviter les licenciements
mais à désarmer
la colère des travailleurs**



sommaire

Dans le monde

Page 5 :

— Guadeloupe : l'attentat au parking des PTT.

Page 7 :

— Israël : qui sème le vent...

— Les chemins de croix (gammée).

Page 8 :

— Dieu votera-t-il Reagan ?

— La reprise américaine : beaucoup d'argent pour la bourgeoisie, peu d'emplois pour les chômeurs.

Page 20 :

— Tchad : les étapes de l'engrenage.

— Le Jaguar abattu : Hernu victime d'un coup de griffe.

En France

Page 4 :

— Café colombien : Renault s'est planté.

— Médicaments : les génériques dégénèrent.

Page 6 :

— Les profs contre l'austérité.

— RATP : l'effet report sur les projets d'équipements.

Page 9 :

— Renault-Billancourt : élections de DP.

— Hôtel-Dieu de Lyon : rentabilisation.

Pages 10 et 11 :

— Les travailleurs en lutte contre les licenciements : Renault Le Mans ; Creusot-Loire Montchanin ; Forges Nouvelles de l'Ondaine ; groupe Renault-Citroën ; Cycles Peugeot Mandeure ; Massey-Ferguson ; région du Nord.

Pages 12 et 13 :

— Un autre regard sur l'UAP.

— Hôpital de Rambouillet ; CHR Trousseau.

Page 14 :

— Alstom-Atlantique ; « cafétéria M. Chef » Saint-Etienne ; horlogerie Bayard près de Dieppe.

Page 15 :

— 6 février 1934 : l'extrême-droite dans la rue.

Culture

Pages 16 et 17 :

— Livres : *Le vin pur* de L. Massé ; *Le vinaigre et le fiel* de M. Gari ; *La niche de la honte* d'I. Kadaré ; *Babel* collège de M. Lemoine.

Pages 18 et 19 :

— Films : *Le jour d'après* ; *Mi-figue, mi-raisin* ; *Louisiane* ; *Nuages flottants*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

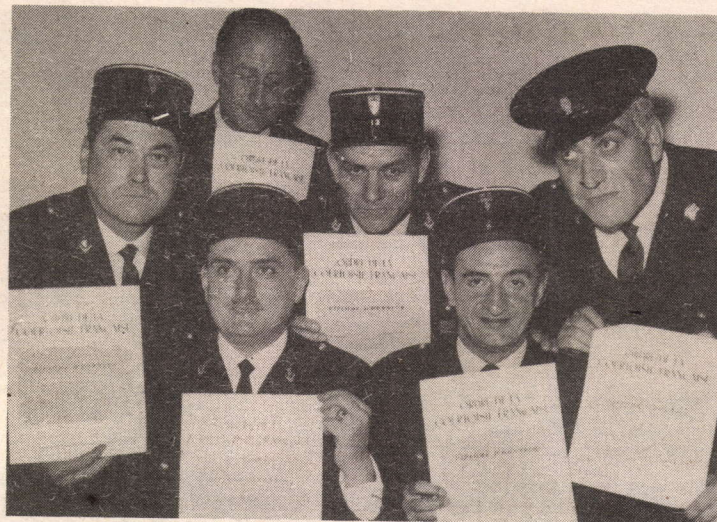
Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

DEFFERRE FAIT LA MORALE AUX POLICIERS



Six policiers exhibant fièrement leurs diplômes d'honneur de « l'Ordre de la courtoisie française ». C'était en 1966. Defferre n'a rien inventé. (Ph. AFP)

Le ministère de l'intérieur vient de rédiger un projet de décret définissant la conduite des policiers, leurs droits et devoirs.

Il s'agit d'une espèce de « code moral » qui permettrait au pays d'entretenir « des relations de confiance avec sa police », de convaincre tout citoyen « que son besoin de sécurité (...) ne sera pas satisfait au détriment de sa liberté ». Ainsi les policiers seront tenus « d'avoir le respect absolu des personnes, quelles que soient leurs convictions politiques, religieuses ou philosophiques ». Ils

devront faire la preuve « d'une loyauté indéfectible à l'égard des institutions et d'un comportement exemplaire à l'égard du public ». « Toute personne appréhendée ne devra subir aucun traitement inhumain ou dégradant ». Quant à l'usage des armes à feu, il est précisé que « le policier n'a aucun droit spécifique par rapport à l'ensemble des individus ».

Soyons rassurés... les bavures policières n'existaient donc que faute d'un code précisant les devoirs du policier. Mais maintenant qu'elles sont déclarées immorales, tout va changer !

La mort d'un jeune Algérien interpellé par la police

Un jeune Algérien de 26 ans, Abdelkader Ben Fardjalah, s'est tué vendredi 27 janvier en tombant du 9^e étage de son immeuble, dans le quartier du Mirail, à Toulouse. Les circonstances de cet accident ont soulevé l'émotion de la population immigrée du quartier : deux îlotiers étaient venus notifier au jeune homme une condamnation à 6 mois de prison par défaut, pour un vol de voiture.

La police a commencé par affirmer que Ben Fardjalah avait été appréhendé dans la rue et que les agents qui l'avaient accompagné cherchent des papiers chez lui étaient restés sur le pas de la porte de son appartement. Mais la compagne de la victime affirmait, elle, que « les policiers ont pénétré de force dans l'appartement et poursuivi Abdelkader à l'intérieur ». L'autre témoin, qui le premier jour avait déclaré que les policiers étaient restés sur le seuil, a affirmé le lendemain : « Hier, si j'ai affirmé que la police n'a pas pénétré dans l'appartement, c'est que j'avais peur. Aujourd'hui, je dois dire la vérité. A un moment, un îlotier qui était sur le palier a ouvert la porte et fait quelques pas en direction d'Abdelkader. C'est à ce moment-là que celui-ci s'est réfugié dans la chambre et a tenté de s'enfuir par la fenêtre ». Et ce témoin avait affirmé qu'Abdelkader avait déjà été frappé par l'un des îlotiers.

Alors, même s'il semble que le jeune Algérien se soit tué en tentant d'échapper aux deux îlotiers, cette affaire n'est pas aussi simple qu'avait voulu d'abord le faire croire la police. Surtout que la population du quartier accuse l'un des îlotiers de racisme : « A plusieurs

reprises il avait menacé des jeunes avec son pistolet. Nous avons toujours eu des problèmes avec lui », disent de nombreuses personnes.

Alors, Abdelkader avait peut-être bien des raisons de craindre ce qui l'attendait s'il suivait les deux policiers. En tout cas

Un lecteur indigné raconte sa nuit au commissariat

Un lecteur de nationalité algérienne nous communique : « Vers minuit, je sortais d'un café situé à proximité de mon domicile, lorsque je fus interpellé par trois agents de police en voiture de patrouille. Ils m'ont demandé mes papiers, que je leur ai donnés, lorsque l'un d'eux me prit par l'épaule. Je lui repoussai le bras sans brutalité. Ils me tombèrent à trois sur le dos, me mirent les menottes. L'un d'eux me frappa du pied dans le dos et ils m'embarquèrent dans le coffre de leur break.

Arrivé au commissariat central, je me fis traiter de : « Sale chien, sale bête ». Comme je refusais de répondre à certaines questions de l'interrogatoire, on m'attachait à une rampe d'escalier avec les menottes, et un malabar vint me bousculer et me provoquer à plusieurs reprises. Je me mis à protester bruyamment et les trois mêmes flics se mirent à me gifler, me tirer la barbe, me donner des coups de poing au corps. Puis ils me bouclèrent dans un cachot, d'où je fis du raffut toute la nuit.

J'ai été libéré le lendemain vers 10 h. On me rendit mes papiers et j'ai constaté qu'il me manquait 20 F, que j'ai réclamés aussitôt. On m'a répondu que c'était « pour payer l'essence ». J'ai voulu déposer plainte devant le commissaire, qui m'a rétorqué : « 20 F, c'est pas assez. On devrait te prendre plus que cela. Tu la fermes et tu t'en vas ».

Un contrôle d'identité très ordinaire, sans doute ?

Laurence VINON

Une police secrète... vis-à-vis du gouvernement

Un citoyen de Troyes a été décoré de la croix de chevalier de l'ordre national du Mérite, au titre du ministère de la Défense. Le rapport de l'enquête effectuée par les Renseignements Généraux (enquête habituelle avant de décerner une décoration) était d'ailleurs tout en sa faveur : « Bonne conduite, moralité et honorabilité ; attitude correcte au point de vue national ». Rien ne s'opposait donc à cette remise de décoration. Seul un petit détail aurait pu faire hésiter Charles Hernu au moment de la signature du décret : ce citoyen au-dessus de tout soupçon, auquel le ministre

socialiste rend donc honneur, avait été responsable départemental du SAC jusqu'à la dissolution de celui-ci.

Tout le monde le savait... sauf Hernu : les Renseignements Généraux avaient pris soin de cacher ce détail dans leur rapport. Un petit incident bien caractéristique des relations entre police et gouvernement : quel que soit le gouvernement, la police fait ce qu'elle veut et, comme son penchant naturel n'est pas à gauche, dès qu'elle peut glisser une peau de banane sous les pieds d'un ministre socialiste, elle n'hésite pas.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Gouvernement, patronat et syndicats ne cherchent pas à éviter les licenciements, mais à désarmer la colère des travailleurs

VILÀ déjà une semaine que les ministres préparent les « reconversions » comme ils disent, c'est-à-dire en fait des milliers, voire des dizaines de milliers de licenciements dans les grosses entreprises du pays, la sidérurgie, les chantiers navals, les mines, l'automobile.

Et pendant plusieurs semaines encore le gouvernement va fignoler ses projets. C'est qu'il est inquiet devant l'ampleur des licenciements envisagés et veut convoquer les syndicats pour les associer aux décisions qui seront prises. Car, à la suite du conflit Talbot, le gouvernement a pris peur, peur des réactions possibles de la classe ouvrière.

Mais la crise menace les profits des patrons. Et pour eux, la solution est simple : c'est aux travailleurs de faire les sacrifices qui permettront de maintenir les profits, et c'est au gouvernement de se débrouiller pour que les travailleurs soient réduits au silence. Il est là pour ça. Le P-DG du groupe Peugeot-Talbot-Citroën vient à peine d'obtenir satisfaction sur le licenciement de près de 2 000 ouvriers à Talbot qu'il exige des milliers de licenciements supplémentaires, à Citroën cette fois, en menaçant encore une fois de fermer les usines qui ne lui rapportent pas assez.

Mais justement le conflit Talbot a montré que les travailleurs risquent bien de ne pas se laisser faire. Et le gouvernement craint que si des milliers de travailleurs de plusieurs grandes entreprises du pays sont jetés dehors en même temps, leur réaction dépasse en violence celle des Talbot, que leur colère conflue et déborde dans la rue.

Alors, tout le remue-ménage de ces derniers temps entre le gouvernement et les responsables syndicaux ne vise pas à trouver les moyens de contraindre les patrons à puiser dans leurs coffres-forts, à prendre sur leurs réserves, sur leurs profits, sur leur capital pour payer la crise afin d'épargner les travailleurs, et de protéger leurs conditions d'existence ; il ne s'agit pas de contraindre l'industrie à produire ce qui est nécessaire, même si c'est moins rentable, à se soumettre à un plan de production qui permette de satisfaire les besoins réels de la population et pas seulement leur appétit de profits.

Non, ce que le gouvernement et les dirigeants des centrales syndicales recherchent, ce sont les

moyens de faire accepter les licenciements aux travailleurs, d'émettre leur riposte, d'éparpiller leur colère, de diviser leur réaction. Par des mesures d'attente, des stages-parking, baptisés « formation », « reconversion » ou autres, ils cherchent à faire en sorte que, malgré l'imminence des licenciements, les luttes restent isolées, qu'elles ne confluent pas en une réaction aussi massive et violente que celle des agriculteurs bretons par exemple, en une vague de colère qui déferlerait dans les rues et s'en prendrait non seulement aux préfectures mais aussi au gouvernement lui-même et au patronat.

Voilà ce qui agite le Conseil des ministres.

Certes, depuis deux ans le patronat a bien profité de la complicité du gouvernement de gauche qui s'est employé à tromper les travailleurs, aidé même en cela par le cinéma de la droite qui faisait mine de dire que le gouvernement défendait trop les travailleurs et attaquait trop les patrons. Chacun à leur façon, ils se sont employés à convaincre les travailleurs qu'ils n'avaient pas d'autre choix que de payer la crise.

Et jusqu'à présent, ça a marché. Mais, justement, cela risque de ne pas marcher toujours, et les patrons et le gouvernement ont bien raison de craindre la colère de la classe ouvrière.

De même que les partis de gauche, le Parti Communiste et le Parti Socialiste ont bien raison de penser que c'est leur influence parmi les travailleurs, leur existence même, qu'ils sont en train de sacrifier en soutenant la politique gouvernementale. Tout comme les dirigeants syndicaux ont bien raison de constater que le gouvernement est en train de sacrifier les organisations syndicales, leur crédit et leur implantation dans la classe ouvrière, aux intérêts de la bourgeoisie française.

Oui, le gouvernement et avec lui les dirigeants des partis de gauche et des centrales syndicales qui le soutiennent mènent une politique anti-ouvrière, défendent les intérêts de la bourgeoisie et préparent le retour de la droite.

Mais les travailleurs, eux, n'ont pas dit leur dernier mot. Et il appartient à tous les militants dévoués de la classe ouvrière, communistes, socialistes, militants syndicaux, de savoir dans quel camp ils veulent être.

Arlette LAGUILLER

MAIRE-KRASUCKI

Deux façons de donner le change à leur soutien au gouvernement

Au moment où gouvernement et patronat préparent de grandes fournées de licenciements dans l'automobile, la sidérurgie, les charbonnages, etc., les dirigeants syndicaux se doivent de se montrer contestataires s'ils ne veulent pas que leur soutien au gouvernement les déconsidère de trop auprès des travailleurs et même auprès de leurs propres militants.

« La CFDT est proche des gouvernés et contre les gouvernants » a donc déclaré Edmond Maire mardi soir sur TF1. « Un syndicat n'est pas dans l'ordre du pouvoir, mais

dans l'ordre du contre-pouvoir ». Mais une fois cette déclaration de principe faite, qu'avait à dire le secrétaire général de la CFDT sur le fond de la politique actuelle du patronat et du gouvernement, sinon que « dire pas de licenciement c'est se condamner au déclin, ce n'est pas la solution » ? Tant pis pour les 1 905 licenciés de Poissy, puisqu'il fallait sauver la famille Peugeot du déclin. Alors pour Maire : « La solution est de regarder ces notions de sureffectifs, d'en discuter, de discuter aussi de la réduction du temps de travail » (et Maire

se garde bien de dire si le salaire serait maintenu ou diminué), « de chercher des solutions internes à l'entreprise dans des nouvelles activités. Et faire de la prévention sociale, (...) prendre le temps de former les salariés pour créer des activités nouvelles ». Heureusement qu'à la télévision on voit la tête de celui qui parle, car on aurait pu croire entendre Bérégovoy ou Mauroy vanter leur idée de « congés-formation », destinée à faire accepter les licenciements, tant ces trois-là sont interchangeables.

Au Club de la presse d'Europe 1, deux jours plus

tôt, Krasucki s'était montré plus critique tout de même vis-à-vis du gouvernement : « Des atteintes incroyables aux droits des travailleurs sont envisagées ainsi que des privilèges exorbitants au patronat... Ce que nous n'avons pas accepté du CNPF et des gouvernements précédents, il n'est pas question de l'admettre maintenant ». Mais si le secrétaire de la CGT parle désormais de luttes nécessaires, ce n'est que « pour crier casse-cou » et sonner le tocsin » à un gouvernement qui s'égare. « Il faut impérativement des luttes assez fortes pour créer des

conditions de négociations utiles et positives ». Car « négociateur-négociateur » est bien la seule revendication concrète qu'ait avancée l'autre jour Krasucki.

Pour le reste, tout comme Edmond Maire, son seul souci est d'être consulté par le gouvernement et le patronat afin de marchander les décisions qui vont être prises contre les travailleurs. Et la CGT pourra alors, comme elle l'a fait pour Talbot, dire que les 2 000 licenciements c'est une victoire puisque le patron en voulait au départ 3 000.

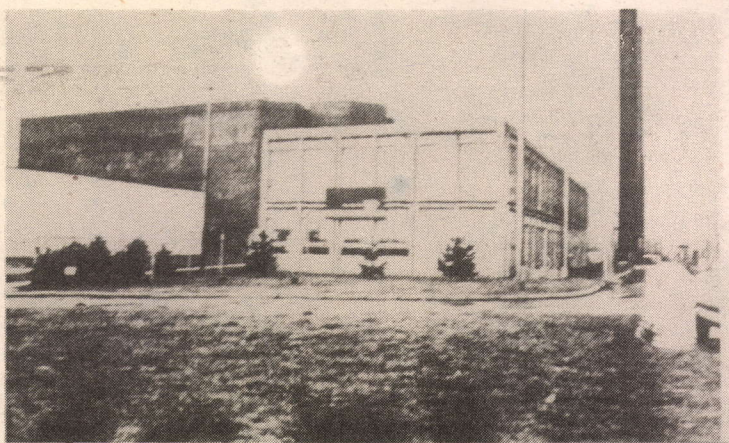
O.B.

CAFÉ RENAULT EN COLOMBIE ?

Renault s'est planté !

La Régie Renault a bu une jolie tasse. Pour lyophiliser du café qu'elle avait reçu de Colombie en échange de voitures exportées, ou tout simplement acheté en vue de diversifier ses produits, elle se serait adressée à un escroc, Maxime Hildebrand, qui lui a fait perdre beaucoup d'argent. La Régie avait fait construire, par Sorimex-International interposé, deux entreprises, l'une en Sardaigne et l'autre en Belgique, qui n'ont jamais vraiment tourné et qu'elle a dû liquider.

Renifler le café aura entraîné une perte de 578 millions de francs à la Régie de 1975 à 1977. En fait, la Régie se serait trompée car elle aurait été abusée... par de faux renseignements donnés par une banque ! Mais en définitive, comme le dit un des responsables de la direction au Journal du Dimanche



Une des usines de lyophilisation du café appartenant anciennement à Renault. (AFP)

du 29 janvier, tout cela est « compatible avec les risques industriels et commerciaux que doit prendre une grande entreprise pour assurer son développement ».

Bref, pas de quoi être cho-
colat !

Quant aux travailleurs de la

Régie, certains ont fait un petit calcul : cette somme, si elle avait été répartie entre les quelque 100 000 salariés du groupe, cela aurait représenté 5700 F de l'époque, pas loin du million de centimes actuel. Cela aurait permis de faire une pause, et pas seulement une pause-café !

Médicaments : les génériques dégénèrent

La Sanofi, un groupe pharmaceutique lié à Elf-Aquitaine, vient de suspendre l'activité d'une de ses filiales, la LFGP (Laboratoire français de produits génériques), spécialisée dans la production de médicaments génériques. Un « générique » est une copie conforme d'un médicament dont le brevet est tombé dans le domaine public. En principe, au bout de 20 ans de commercialisation du produit, il est donc possible de fabriquer le « générique », et de le vendre entre 20 et 40 % moins cher que les produits équivalents sur le marché.

Alors que dans certains pays (en Scandinavie, en Allemagne et aux Etats-Unis) le marché des « génériques » atteint entre 10 et 18 % du marché total des produits pharmaceutiques, en France il n'atteint que 2,7 %.

Les Laboratoires français de produits génériques (LFGP) ont été créés en 1977, justement en vue de la conquête du marché. Début 1980, ils lancent une série de produits. Mais, quelques semaines plus tard, ils sont contraints d'arrêter, car la « distribution » ne suit pas : de nombreux pharmaciens refusent de vendre ces produits pour lesquels leur marge bénéficiaire est moindre et dont ils n'entendent pas encombrer les stocks de leurs officines.

Une nouvelle tentative a été faite en 1982, elle aussi vouée à l'échec puisque la LFGP est aujourd'hui menacée de liquidation.

Pourtant les pharmaciens d'officine sont, paraît-il, revenus à de meilleurs sentiments, en partie sous la pression du gouvernement. Mais il semblerait qu'au peu d'enthousiasme des pharmaciens à délivrer les



« génériques », vient se conjuguer le manque d'ardeur des médecins à les prescrire aux malades. Il faut dire qu'en France, contrairement à de nombreux autres pays, les médecins écrivent sur l'ordonnance, non pas le principe actif, mais, l'appellation commerciale du médicament prescrit. D'ailleurs, depuis les bancs de la faculté de médecine, jusqu'à la consultation du célèbre dictionnaire Vidal, en passant par les formations médicales continues — le plus souvent financées par les grandes industries pharmaceutiques —, le médecin français n'a jamais eu l'occasion d'acquiescer d'autre réflexe que celui de penser d'abord en termes de dénominations commerciales, plutôt qu'en terme de principes actifs. Tout est fait donc de telle sorte que les médicaments les moins chers se vendent le moins, laissant

ainsi la place à leurs homologues plus récents affublés d'une marque qui, elle, est reconnue et soutenue.

Et quand les organisations syndicales de la LFGP reprochent aux responsables de la Sanofi de n'avoir pas tout fait ce qu'il fallait pour assurer le développement des produits avant de mettre l'entreprise en liquidation, ils ont en partie raison : c'est contre toutes ces forces et toutes ces pratiques que les promoteurs de la Sanofi auraient dû se battre, et ils auraient dû faire de la contre-information, aussi bien auprès du public que des médecins. Mais les promoteurs de la Sanofi ne sont pas des éducateurs, ce ne sont que des capitalistes à la recherche de profits. Et en l'occurrence, les profits n'étant pas ceux escomptés, ils ont préféré fermer boutique...

André JUILLARD

Quand les patrons investissent, ce n'est pas pour créer des emplois

Un rapport du Crédit National, organisme public de prêt aux entreprises, vient de conclure que l'investissement va reprendre en France en 1984. Une enquête, réalisée par cet établissement financier auprès de 150 entreprises grosses et moyennes, permet d'entrevoir une progression du chiffre d'affaires (+ 9,6 %) supérieur à l'inflation prévue, et surtout une nette augmentation des investissements (+ 11,6 %). Cela signifie-t-il que la fin de la crise approche et que la fameuse reprise serait pour demain ? Rien n'est moins sûr !

Car l'analyse des prévisions d'investissements montre qu'ils ne correspondent pas à une extension de capacité de production (la crise est donc bien toujours là), mais à une augmentation de productivité. Selon la formule d'un journal patronal Les Echos, les investissements en question seront « destructeurs d'emplois industriels ». C'est dire que le chô-

mage ne va pas diminuer ; au contraire.

Au total, le sondage du Crédit National laisse seulement espérer une amélioration de la situation financière des entreprises. C'est tout à fait dans l'ordre des choses de la crise capitaliste : les patrons s'installent dans la crise en rationalisant et en économisant le personnel, pour maintenir et élever leur profits.

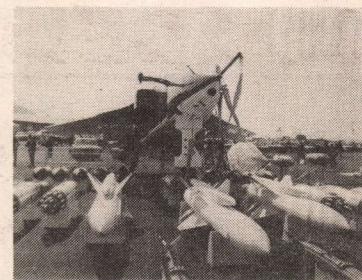
Le plus dur à avaler, c'est que tous ces investissements « destructeurs d'emplois » vont être effectués avec l'argent de l'Etat, par le biais justement, entre autres, du Crédit National, dont le volume des prêts est en fort accroissement. De l'argent que le gouvernement distribue aux entreprises en expliquant aux travailleurs qu'il le fait pour créer des emplois !

Claude CHARVET

EN BREF...

C'est la société qu'il faut soigner

Il y a encore 16 millions de lépreux dans le monde, ont fait savoir la fondation Raoul Folleau et l'ordre de Malte, lors de la journée qu'ils ont organisée sur ce problème, le dimanche 29 janvier. Et le comble, c'est que, bien que le traitement médical soit connu, sur ces 16 millions de personnes 4 millions seulement sont soignées. Cela coûte trop cher aux malades, qui sont principalement des habitants des pays pauvres, mais aussi aux gouvernements... 300 F par personne,



c'est le coût du traitement, soit 4,8 milliards de francs au total... Cela représente environ 3,5 % du budget militaire français.

N.M.

C'est pas la crise pour tout le monde

En annonçant que la société Lacoste aborde un nouveau marché, la parfumerie, après que Dupond s'est lancé dans la montre, Cartier dans les lunettes et Hermès dans la porcelaine, le journal Les Echos commente : « L'industrie du luxe française est dynamique, elle subit moins que d'autres industries les à-coups de la conjoncture »

Et le journaliste des Echos

termine en semblant regretter que l'industrie de luxe se développe plus à l'étranger qu'en France, expliquant « qu'il reste à convaincre les Français, pour qui le luxe demeure encore chargé de beaucoup de péchés ! »

Qu'il se rassure : bien des gens ne demanderaient pas mieux que de devenir des pêcheurs, à condition d'en avoir les moyens ! C.G.

AU PRIX OÙ EST LE BOUDIN !

Le deuxième Régiment Etranger d'Infanterie stationné à Nîmes a été victime d'un hold-up.

La solde d'une partie des hommes de troupe et des officiers a été subtilisée. Il faut dire que certains légionnaires, parfois engagés sous une identité d'emprunt — si l'on peut dire —, sont interdits de chéquier à cause de leurs antécédents dans le civil... Ils sont donc payés en liquide.

L'enquête a été rondement menée : les deux coupables n'étaient autres que deux légionnaires du régiment. Des petits voraces, en quelque sorte, qui étaient venus se servir avant tout le monde, et copieusement. A moins qu'ils n'aient trouvé, eux qui sont formés pour manier l'arme automatique, pistolet-mitrailleur, mitrailleuse, que c'était quand même un comble que d'être payés au lance-pierre.

Mauroy n'aime pas qu'on marche sur ses plates-bandes

Il vaut mieux « être convoqué à Matignon pour avoir été trop anticommuniste, plutôt qu'être rappelé à Washington pour ne pas l'avoir été assez », disait-on, paraît-il, à l'ambassade américaine après que l'ambassadeur Galbraith eût été convoqué chez Mauroy à cause des propos qu'il avait tenus au Club de la presse d'Europe 1 sur la présence de ministres communistes dans le gouvernement français.

Car Mauroy n'avait pas pu faire moins, ne serait-ce que vis-à-vis de ses ministres communistes, que de rappeler à l'ambassadeur qu'il devait apprendre à garder ses sentiments pour lui. Passe encore que ce riche banquier, qui a tourné ambassadeur, pense que pour devenir communiste il faut être « un pauvre français qui a mal tourné », mais qu'il le dise au moment où on lui pose une question sur Fiterman, et qu'il rajoute que, puisque « le Parti Communiste entretient des relations spéciales avec le monde soviétique... on se méfie des gens qui sont liés avec le Parti Communiste », c'était tout de même un peu

exagéré. Visait-il Mauroy ?

Certes, très condescendant, l'ambassadeur de Reagan avait rajouté qu'il savait se tenir à table et que s'il « rencontrait un ministre communiste de temps en temps lors de réceptions », il « lui sert la main et même sourit »... Mais cela ne suffisait pas à adoucir son cas et à faire oublier que ses propos étaient une ingérence inadmissible dans les affaires intérieures françaises : savoir si oui ou non il faut garder des ministres communistes au gouvernement, savoir s'il faut leur sourire ou leur faire la tête, est un privilège dont Mauroy et Mitterrand tiennent à garder le monopole.

Un droit dont ils entendent pouvoir faire usage à leur guise. D'ailleurs en même temps qu'il reprochait ainsi à l'ambassadeur américain de marcher sur ses plates-bandes, Mauroy ne se gênait pas, lui, pour faire des remontrances aux communistes. C'est en effet le lendemain du jour où il tançait Galbraith (tout en restant « très gentil », ambassadeur américain d'ailleurs), qu'était publiée par l'hebdomadaire

Les Nouvelles une interview du Premier ministre rappelant à l'ordre le Parti Communiste : « Après avoir joué en 1936 au soutien sans participation, les communistes tendent-ils aujourd'hui vers la participation sans soutien... Ils ne peuvent continuer d'amplifier le discours actuel ».

Et après tout la simultanéité des deux faits ne tombait pas mal pour Mauroy : d'un côté il prenait vis-à-vis de l'ambassadeur US la défense de la participation des communistes au gouvernement français, d'un autre il rappelait aux communistes les conditions de cette participation : ils sont là pour partager avec les socialistes l'impopularité des mesures anti-ouvrières du gouvernement et utiliser leur crédit pour les faire accepter aux travailleurs. Certes Mauroy sait bien pourquoi les communistes font mine de ruer un peu dans les brancards : « Je crois que les communistes ont souci de leur base. Je le comprends ». Mais tant pis pour eux, pas question qu'ils aient les roses du pouvoir sans les épines de l'impopularité.

O. BELIN

Mitterrand solidaire d'Hassan II

Samedi 28 janvier, l'Association des Travailleurs Marocains en France et l'Association des Marocains en France appelaient à une manifestation de solidarité avec la lutte du peuple marocain et de protestation contre la répression au Maroc, à 14 heures au métro Barbès.

Dès midi, les CRS étaient sur place. En effet la préfecture avait interdit la manifestation, comme avait été interdite la manifestation de protestation contre la répression en Tunisie. Hassan II, le fusilleur d'ouvriers, est un ami de Mitterrand au même titre que son semblable Bourguiba.

Si pour la manifestation des Tunisiens, la préfecture avait autorisé au moins un rassemblement de dix minutes pour permettre aux organisateurs d'appeler à la dispersion, cette fois-ci, les CRS quadrillaient le quartier pour disperser tout rassemblement de plus de trois personnes. Et ils ne s'encom-

braient pas de manières. A la moindre protestation, les CRS levaient leurs matraques : « Circulez ! Circulez ! Dispersez-vous. Vous êtes sourds ou quoi ? ». Et la matraque, ils s'en servaient. Ils frappaient un homme qui n'avait pas dû obéir suffisamment vite et le transportèrent, le visage ensanglanté, vers le car de police sous les yeux des gens qui étaient nombreux sur les trottoirs.

Une centaine de personnes réussirent quand même à se regrouper et à bloquer le boulevard Barbès en scandant : « Hassan II assassin, Mitterrand complice ». Il y avait des jeunes et des vieux. Un homme âgé, tenant sa canne à la main, tout seul entre les CRS et les manifestants, scandait lui aussi « Hassan II-Mitterrand complices ». Les CRS chargèrent en matraquant et poursuivant les manifestants dans les rues et jusque dans le métro.

GUADELOUPE (Pointe-à-Pitre)

Attentat au parking des PTT : ceux qui font courir de tels risques aux travailleurs les méprisent

Dans son numéro daté du 28 janvier, l'hebdomadaire trotskyste antillais **Combat Ouvrier** reprend l'éditorial des bulletins d'entreprise de **Combat Ouvrier** du 21 janvier concernant un récent attentat au parking des PTT de Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe.

« Une bombe de forte puissance aurait été découverte dans le parking du centre de PTT situé au pied du morne de l'Ecole Normale. La nouvelle a été répandue par les radios RFO et RCI ainsi que par le bulletin de 6 h 30 de France-Inter.

Cette « bombe » aurait été placée, dit-on, sous la voiture d'un cadre blanc des PTT. Un système composé de 2 kg de tétragène relié à un système à retardement était, d'après les informations officielles, programmé pour exploser à midi.

Vrai ou faux ? Il sera difficile de vérifier l'exactitude de tous ces faits.

Mais quoi qu'il en soit, il reste que des gens, quels qu'ils soient, ont programmé un attentat dans un lieu où circulent et travaillent des employés et ouvriers des PTT, mais aussi ceux du quartier.

Quelles que soient les rai-

sons de cet attentat manqué, il ne peut que provoquer notre indignation et notre désapprobation sans réserve.

Et cela quels qu'en soient les auteurs, l'attentat n'ayant pas encore été revendiqué.

Un tel attentat peut aussi bien être l'acte de provocateurs que de terroristes qui veulent la « libération du peuple » ! De la part de provocateurs, le but visé serait d'attirer la répression sur ceux qui luttent contre l'exploitation et l'oppression. Venant de terroristes, un tel attentat aurait pour but de lutter contre le colonialisme.

Mais si des gens qui prétendent « lutter pour la libération du peuple » se moquent complètement de notre vie et de nos sentiments, cela veut dire que l'avenir qu'ils nous préparent est à l'image de leur comportement d'aujourd'hui.

d'hui.

Cela veut dire que dans le régime qu'ils envisagent, ils continueront à faire aussi bon marché de notre vie et de nos opinions.

Que les petits bourgeois aisés se sentent opprimés par le colonialisme, qu'ils se sentent bafoués dans leur dignité, nous le comprenons aisément.

Qu'ils estiment nécessaire pour eux de se battre contre ce pouvoir colonial, c'est aussi compréhensible, mais qu'ils estiment que ce qu'il y a à faire, c'est placer des bombes qui menacent nos vies, qu'ils persistent dans la voie d'un terrorisme aveugle qui, un jour ou l'autre, fera des victimes dans la population et ce, au mépris des sentiments de cette population, c'est inadmissible.

Nous, travailleurs, savons ce qu'est l'oppression et l'exploitation, et nous sommes bien placés pour cela. Car notre vie est faite de misère, de chômage imposés par la force de l'appareil juridique et répressif du colonialisme, au service des patrons.

Et les injustices, les humiliations que nous subissons

sont infiniment plus graves que celles dont pourraient souffrir des petits-bourgeois, cadres d'administration, architectes ou avocats ayant pignon sur rue !

Les gens de la petite bourgeoisie anti-colonialiste n'ont pas les mêmes problèmes que nous. Ils vivent infiniment mieux que nous. Ils n'ont pas de problèmes de fin de mois ! Et c'est bien pourquoi leur vision de l'avenir ne peut être la même que la nôtre. Lorsqu'ils veulent nous obliger à prendre conscience par les « bombes », les attentats, y compris ceux qui risquent de tuer certains d'entre nous, c'est qu'ils s'apprêtent à nous imposer demain de rester à notre place : celle d'exploités encore plus pauvres qu'aujourd'hui.

Evidemment, cet attentat raté devant un centre de PTT de Pointe-à-Pitre, tout comme celui de la préfecture, permettront, parce qu'ils menaçaient de tuer, que des gens de la droite, et ceux de l'administration coloniale s'indignent et versent des pleurs hypocrites sur la tranquillité qui laisse

la place à la violence.

Nous ne devons pas nous confondre dans notre désapprobation et dans notre condamnation des attentats avec ces gens-là.

La même administration coloniale n'a-t-elle pas le sang des travailleurs sur les mains (en 1952 et 1967 notamment) ? Et les mêmes qui protestent et pourchassent les terroristes discuteront demain avec les dirigeants de la petite bourgeoisie et même les aideront à nous tenir en respect nous les pauvres si nous avons à nous battre contre eux !

Mais nous n'avons cependant aucun intérêt à rester neutres quand cette même administration s'en prend aux anti-colonialistes en arrêtant et en emprisonnant des militants du MPGI ou en fermant leur radio. Ce n'est ni aux terroristes, ni aux gens de droite ni à l'administration coloniale à parler en notre nom. Nous ne voulons ni être « libérés » par les uns, ni être « protégés » par les autres.

Mais c'est à nous de dire ce que nous voulons et c'est de nous que dépend le choix des moyens et des façons de nous battre. »

Les profs contre l'austérité

Les professeurs des collèges et lycées ont fait grève mardi 31 janvier à l'appel de la Fédération de l'Education Nationale (FEN).

C'est que dans les écoles, là aussi, le changement attendu n'a pas eu lieu. Ce n'est pas parce que le gouvernement comprend beaucoup d'anciens professeurs que l'école est mieux lotie. Ici comme ailleurs, on en est à l'austérité. Si la rentrée 1982 s'était fait remarquer par sa pagaille, la rentrée 1983, qui ne devait pas lui ressembler, n'a pas été meilleure. Quant à la rentrée 1984, elle s'annonce pire. Le nombre d'élèves augmente en collèges et lycées, car arrivent des classes d'âge plus nombreuses et le chômage maintient à l'école des élèves qui en seraient sortis, en de meilleures circonstances. Bien sûr, la progression des effectifs est inégale selon les départements, mais les conditions d'accueil des élèves sont devenues insuffisantes dans bien des endroits.

Dans l'académie de Créteil, par exemple, pour ne pas augmenter les effectifs des clas-

ses et accueillir les nouveaux élèves à la rentrée prochaine, il faudrait créer 400 postes nouveaux de professeurs. Mais ce n'est pas ce qui est prévu : on supprimera quelques dizaines de postes ici ou là et on les transférera ailleurs. Alors, les effectifs des classes seront augmentés et on en reviendra aux classes surchargées. Et tant pis si les élèves ne trouvent pas à se caser, si les murs et l'aménagement des classes ne sont pas prévus pour en accueillir autant !

Par manque de professeurs et de locaux, il n'est pas rare que des cours de musique, de gymnastique ou autres prévus aux programmes soient supprimés. En outre, les circulaires de rentrée qui viennent d'être publiées annoncent des suppressions d'heures d'enseignement et d'heures destinées à soutenir des classes en difficulté ou consacrées à l'organisation des écoles. Ici c'est 35 heures en moins, là 50 et même jusqu'à 90 heures de supprimées. Cela n'empêche pas le ministre Savary de parler de « rénovation des collèges », rénovation qu'il prévoit de mettre en place dans les quatre années à venir. Or, si une grande majorité des enseignants sont conscients qu'à

l'école ça ne va pas, que le nombre d'enfants en situation d'échec scolaire ne cesse de croître, s'ils sont nombreux à souhaiter une transformation du système scolaire devenu désuet et inadapté dans bien des domaines, ce n'est pas la seule initiative des enseignants qui pourra suppléer au manque de crédits, de moyens et de locaux. C'est d'ailleurs contre la façon d'envisager la rénovation des collèges, avec des horaires de travail accrus pour certains et des classes plus nombreuses, que les professeurs du secondaire ont fait grève et manifesté. « Investir dans l'enseignement, c'est un bon investissement », « Pour rénover l'enseignement public, des postes, des crédits ! », « Savary, Mitterrand, des moyens pour l'enseignement » ont scandé les enseignants présents à la manifestation mardi après-midi, entre Bastille et Palais-Royal.

Et si ce jour-là les différents syndicats qui organisent les enseignants (notamment le SNI-PEGC, de tendance majoritaire socialiste, et le SNES, de tendance majoritaire communiste) ne s'étaient pas mis d'accord sur les mots d'ordre, c'est avec le même sentiment d'insatisfaction devant la situation actuelle qu'une majorité des professeurs du secondaire (entre 50 et 70 % des effectifs, selon les établissements) ont fait grève.

Patricia MULLAN

RATP :

Effet report sur les projets d'équipements



RATP : ça ne va pas s'arranger.

(Ph. LO)

MANIFESTATION POUR L'ÉCOLE PRIVÉE

Les démonstrations de force de la droite

C'est environ 150 000 personnes manifestant en faveur de l'école privée qui se sont retrouvées place Bellecour à Lyon, dimanche 29 janvier. De mémoire de Lyonnais, jamais rassemblement n'avait été si nombreux dans cette ville.

Pour répondre à l'UNAPEL (Union nationale des associations des parents d'élèves de l'école libre), mille cent cars et sept trains spéciaux ont convergé des quatre académies

(Lyon, Grenoble, Dijon, Clermont-Ferrand). Mais il semble, d'après le journaliste de *Libération* (30/1/84), que des cars venaient de plus loin encore (Marseille et Mulhouse).

Aussi est-ce une marée de banderoles représentant les écoles Ste-Marie, St-Joseph, St-Pierre et tous les saints, qui occupaient toute la place Bellecour. Des parents d'élèves prétendaient que « leur liberté de choix d'une école » était

menacée par le gouvernement de gauche.

Le gouvernement a beau se défendre de toute attaque contre l'école libre, il a beau même multiplier les concessions à son égard, c'est manifestement un thème d'agitation qui fait recette à droite.

Ce grand rassemblement a d'ailleurs été l'occasion pour Jacques Barrot, député UDF de la Haute-Loire, pour Francisque Collomb, le maire de Lyon, et tout ce que l'opposition compte d'élus dans les régions avoisinantes de défilier en tête, bardés de tricolore. Ce fut aussi l'occasion d'étaler un anti-communisme forcené : « SS Pie X : le communisme est intrinsèquement pervers ». Halte aux négociations fut le texte d'une banderole accrochée pendant tout le rassemblement aux toits des immeubles avoisinants. Ou encore « A l'école laïque on apprend le marxisme ». Les militants du Front National eux aussi scandaient : « Mitterrand, fous le camp ! » En fait, la défense de l'école libre, c'est surtout le prétexte pour la droite de se manifester dans une grand-messe, avec la *Marseillaise* pour cantique, contre le gouvernement de gauche.

P.M.



Les manifestants remplissent la place Bellecour à Lyon. (Ph. AFP)

La RATP vient de présenter son plan pour 1984-1988. Placé comme tout le reste sous le signe de l'austérité, le projet de la RATP met un coup de frein sur les équipements lourds.

Sur le plan des grands chantiers, donc, on se contentera d'achever les projets en cours (on pouvait difficilement faire moins) : prolongement de la ligne de métro n° 5 d'Eglise-de-Pantin à Bobigny-préfecture (en 1985), de la ligne n° 7 (Ivry-Fort-d'Auber-villiers) jusqu'à Villejuif III d'un côté (en 1985) et La Courneuve de l'autre (en 1986). Mais pour les autres prolongements de lignes de métro dont on avait parlé (Génnevilliers III, Université de Saint-Denis, Petit-Bagneux, Romainville, Bonneuil), les projets sont reportés à des temps meilleurs.

Mais comme la Régie des transports parisiens se doit d'avoir de l'ambition, elle affirme qu'elle va tout de même partir « à la reconquête de la banlieue ». Il s'agirait de la création d'un certain nombre de lignes supplémentaires de bus en banlieue, ainsi que de l'augmentation de la fréquence de passage des bus sur certaines lignes, ce qui ne demande que des investissements modestes. Certes ce n'est pas un luxe, vu la pénurie de transports en commun en banlieue. Et la RATP espère de ce côté-là trouver sans grand-peine des

clients nouveaux. L'augmentation du trafic financerait en partie ces quelques améliorations, espère la RATP. D'autant plus que, si elle escompte voir son trafic croître entre 1983 et 1988 de 8 %, elle compte le faire pratiquement sans augmentation de personnel (39 200 agents prévus en 1988 contre 38 880 aujourd'hui soit moins de 1 % de personnel en plus), grâce à une « augmentation de productivité ».

Par contre sur l'autre terrain, celui des tarifs, la RATP n'a pas l'intention de réviser ses projets en baisse : elle annonce une nouvelle augmentation de tarifs en août prochain. Cette augmentation sera de 5 %, pour respecter la hausse des prix du plan Delors. Mais il est tout de même curieux de voir que, pour les hausses de tarifs, le gouvernement ne calcule pas « en masse annuelle », comme pour les augmentations de salaire. En effet nous avons eu 8 % d'augmentation des tarifs de la RATP en août 1983 : le fameux « effet report » (inventé par le gouvernement et le patronat pour les salaires) serait alors de 4,66 % et, pour atteindre les 5 % de Delors, la RATP n'aurait plus droit qu'à une moyenne de 0,33 % d'augmentation de tarifs en 1984.

Mais, à la RATP, l'effet report ne concerne que les projets d'équipements.

Samuel LATAN

Qui sème le vent...

Depuis l'implantation des colonies juives dans les territoires occupés après 1967, on voit en Israël les extrémistes religieux, tel le rabbin Meir Kahane, réclamer ouvertement l'expulsion des Arabes de Cisjordanie. Joignant le geste à la parole, certains groupes pratiquent des attentats pour tenter de terroriser la population arabe, selon une pratique pas nouvelle et qu'avaient déjà éprouvée, à une bien plus grande échelle d'ailleurs, les dirigeants sionistes lors de la création de l'Etat d'Israël. Aujourd'hui un groupe comme le TNT (« Terreur contre terreur », en hébreu) a commis une quinzaine d'attentats contre des établissements religieux chrétiens et musulmans, en moins de deux mois. Le dernier en date fut, dans la nuit du vendredi 27 janvier, la tentative d'attentat contre la mosquée El-Aqsa à Jérusalem, l'un des trois principaux lieux de culte des musulmans du monde entier.

Ce que font ces groupes — quoi qu'en disent les autori-

tés israéliennes, qui « s'inquiètent » de ces attentats — n'est finalement que le pendant illégal de la répression que l'Etat sioniste fait régner contre la population arabe des territoires qu'il contrôle. Et si, samedi 28 janvier, un jeune Palestinien a été tué par balles à Naplouse (en Cisjordanie), ce n'était pas dans le cadre d'un attentat perpétré par des colons israéliens de Cisjordanie, comme il y en a actuellement de plus en plus. Non, cette fois c'est très « légalement » que fut tué ce lycéen palestinien, tombé au cours d'une manifestation sous les balles de l'armée israélienne d'occupation.

En s'imposant à la population arabe de cette région, en s'engageant dans l'engrenage de la guerre du Liban, les dirigeants sionistes, qu'ils se disent de droite ou de gauche, ont favorisé par leur politique ouvertement agressive le développement de l'extrême-droite et des groupes para-militaires religieux. Et si une partie de l'opinion publique israélienne com-



Des militants du mouvement « Goush Emounin » devant l'autorisation gouvernementale pour installer un nouveau village juif en Cisjordanie, en 1971. C'est au sein de l'extrême-droite que fleurissent les groupes terroristes juifs.

mence à s'inquiéter de cette montée de l'extrême-droite et de ceux qui pratiquent les attentats, elle ne peut faire confiance à l'Etat israélien pour lutter contre les auteurs des attentats, tant les deux sont liés.

Né sous le signe du terrorisme (celui notamment de l'Irgoun dirigé par Menahem Begin, lequel devait finir par diriger le gouvernement israélien), l'Etat d'Israël n'a cessé depuis plus de 35 ans de pratiquer en grand un tel terrorisme, quitte à l'appeler désormais, comme le font tous les Etats du monde,

« politique de défense », ce qui change l'appellation mais pas la réalité des faits. Ce même Etat israélien n'a cessé, depuis 1967, d'encourager l'extrême-droite religieuse et anti-arabe à coloniser la Cisjordanie, les membres de ces groupes ne s'y déplaçant presque jamais sans leur arme individuelle, comme la loi le y autorise d'ailleurs. Au sein du gouvernement, le ministre de la Défense de Begin, le général Sharon, s'était même institué protecteur officiel de ces groupes, ne manquant jamais une occasion de couvrir leurs

exactions. Et Sharon a beau être tombé actuellement dans une semi-disgrâce (tout en restant au gouvernement, d'ailleurs), les choses n'ont guère changé. A tel point que, récemment, un rapport officiel sur ce que l'on commence à appeler ouvertement en Israël même « le terrorisme juif » reconnaissait que les enquêtes policières sur les attentats de plus en plus nombreux dont les Palestiniens sont victimes dans les territoires occupés n'aboutissent quasiment jamais à retrouver les coupables.

Samuel LATAN

JORDANIE

Une force d'intervention contre les peuples

Sous les auspices et avec l'aide financière et militaire des Etats-Unis, vient d'être décidée la création d'une force d'intervention rapide en Jordanie.

Cette force qui devra comporter 8 000 hommes sera équipée d'avions transporteurs, de missiles anti-chars, de canons, et aura un rayon d'action de 2 500 kilomètres, c'est-à-dire qu'elle couvrira à peu près tout le Moyen-Orient. Le coût de 220 millions de dollars est pris en charge par les Etats-Unis. Quant à Israël, après avoir longtemps hésité, il a fini par donner son accord, le régime jordanien lui offrant toutes garanties que cette force ne serait pas dirigée contre son voisin de l'ouest.

Cette force ne vise en fait actuellement aucun Etat, mais les peuples qui pourraient entrer en révolte contre leur gouvernement. Le gouvernement jordanien avait d'ailleurs lancé l'idée de la création d'une telle force d'intervention en 1979, pour éviter que ne se reproduisent quelque part dans la région des événements comparables à ceux qui, cette année-là, avaient vu le gouvernement saoudien confronté, à

La Mecque, à un coup de force d'intégristes musulmans, coup de force que le gouvernement saoudien n'avait pu finalement réduire qu'aidé par les « supergendarmes » français.

Certes, pour faire régner l'ordre au Moyen-Orient, les Etats-Unis savent depuis longtemps pouvoir compter sur un Etat de la région, Israël, promu dès sa création au rôle de gendarme de l'impérialisme dans la région. Faut-il croire que la tâche devient écrasante pour Israël, mais aussi que cet Etat n'est pas toujours le mieux placé pour intervenir directement à chaque fois que nécessaire ? Toujours est-il que les Etats-Unis semblent envisager sérieusement d'adjoindre à leur gendarme israélien un supplétif jordanien.

Mais ce que tous les stratégies américains, israéliens et jordaniens n'ont peut-être pas prévu dans leurs calculs, c'est que, soumis à une même menace renforcée, les peuples de la région pourraient bien en concevoir une solidarité active, par-delà les frontières, en voyant clairement quels sont leurs ennemis communs !

Alain LEMART

Les chemins de croix (gammée)

« Accusations inconsistantes », « accusations absurdes », ont déclaré deux Jésuites du Vatican à la suite d'un article du *New-York Times* qui rappelait le rôle joué par l'Eglise dans l'évasion vers l'Amérique latine de nombre de dignitaires nazis à la fin de la guerre. Et les deux jésuites de citer les « douze volumes de documents identifiés » qu'ils ont eux-même publiés, montrant au contraire le rôle joué par des religieux dans la lutte contre le nazisme.

Mais à quoi aurait servi à l'Eglise le fait d'avoir inventé les jésuites, si cela ne lui avait même pas permis d'avoir pendant la guerre des pions dans les deux camps ? Que vaudrait le sacrement d'absolution, si celui-ci n'avait même pas le pouvoir de transformer un loup nazi en berger du monde libre ?

Les faits sont d'ailleurs connus depuis longtemps, puisqu'ils ont été établis par un rapport du Département d'Etat américain datant de 1947. Ce rapport soulignait notamment le rôle d'un certain monseigneur, du nom de Hudal, qui avait établi toute une filière de recyclage permettant aux dignitaires nazis, troquant la chemise brune pour la robe de bure du pénitent, de cheminer de monastère en monastère

jusqu'à Naples où ils embarquaient.

Le monseigneur en question avait été l'homme de confiance de Pie XII chargé de le représenter auprès de l'Allemagne nazie. C'était lui qui avait « transmis à Hitler les assurances du Saint-Siège qui lui permirent d'entreprendre des actions dont il savait qu'elles

ne susciteraient aucune opposition de la part de l'Eglise », écrit le *Monde Diplomatique* du mois de juillet dernier. A la fin de la guerre non plus, ce monseigneur n'agissait pas uniquement de son propre chef puisque, toujours sur la base du rapport américain, le *Monde Diplomatique* cite également les noms de toute une brochette de dignitaires du Vatican, dont une demi-douzaine de « NN. SS. », comme on dit dans le milieu pour désigner les cardinaux (il s'agit de l'abréviation de « Nos Saintetés », et toute confusion avec un autre sigle bien connu serait évidemment impie).

C'est que, d'après le rapport américain, le Vatican « redoutait tout particulièrement l'essor des activités communistes en Amérique du Sud et que, pour cette raison, il réservait un accueil favorable aux



demandes des personnes ayant un passé fasciste ».

Et qu'on ne vienne pas nous dire que le rapport du gouvernement américain était mal informé, puisque les USA agissaient souvent de concert avec le Vatican : Barbie, par exemple, utilisé après la guerre comme agent par la CIA avant de servir de conseiller à la répression à l'armée bolivienne, avait lui aussi revêtu la soutane et suivi la route des monastères avant d'embarquer sous la protection de la Croix Rouge, grâce à l'appui conjugué des USA et du Vatican ?

On ne connaît bien sûr pas encore tous les détails de ces affaires, tant les voies du seigneur restent impénétrables, comme toujours. Mais il est indubitable qu'à l'époque les voies de l'Amérique latine passaient par les monseigneurs.

Olivier BELIN



« Esprit de l'Amérique » ou « Saint-Esprit » ?

(Ph. AFP)

Dieu votera-t-il Reagan ?

Dimanche 29 janvier, Reagan a confirmé ce qui n'était plus un mystère pour personne : il va solliciter un deuxième mandat présidentiel.

« *Finissons le travail* », proclame un de ses slogans. Car évidemment, avant lui tout allait mal, et à présent tout va mieux ! L'Amérique aurait, avec lui, retrouvé « les grandes valeurs américaines », le patriotisme et l'orgueil national.

Il a évité les sujets brûlants, tels que le Liban et l'Amérique centrale, se bornant à dire que bientôt les « boys » reviendraient du

Liban.

Pour plaire à son électoral réactionnaire, Reagan n'y est pas allé de main morte : il a mobilisé dieu, qui a été invoqué 24 fois, et la Bible, citée 10 fois. « *Il faut trouver une place pour dieu dans nos écoles, s'est-il écrié. Si nous remettons dieu et la discipline à leur place à l'école, peut-être en chasserions-nous, du même coup, la drogue et la violence* ». L'opium du peuple pour lutter contre la marijuana !

Il est également parti en bataille contre l'avortement, comparant son combat contre la liberté de l'avortement à

celui de Lincoln contre l'esclavage des Noirs, fustigeant au passage également la pornographie.

Parti comme il l'était, ce n'était pas Bush qu'il aurait dû présenter comme vice-président. Il n'y en avait qu'un qui ait toujours gardé sa culotte (jusque sur la croix), dont la mère n'avait (évidemment) pas connu l'avortement et qui n'ait jamais confondu le Paradis et les paradis artificiels de la drogue... Mais évidemment, mettre celui-là au poste de second, cela aurait fait un peu mégalomanie-Reagan !

André JULLIARD

LA REPRISE AMÉRICAINE :

Beaucoup d'argent pour la bourgeoisie, peu d'emplois pour les chômeurs

En annonçant qu'il avait décidé de briguer un nouveau mandat, Reagan n'a pas manqué de mettre en avant la diminution du nombre de chômeurs intervenue depuis un an aux Etats-Unis (le taux de chômage est passé de 10,7 % à 8,2 % de la population active entre décembre 1982 et 1983). Et certains, notamment dans la presse française, ont mis en parallèle le fait que quatre millions d'emplois supplémentaires ont été créés aux Etats-Unis, durant les douze derniers mois, avec la perte de 1,2 million d'emplois survenue dans le même temps dans les pays d'Europe occidentale.

L'augmentation du nombre des emplois aux Etats-Unis n'est pas un phénomène radicalement nouveau. Ce fut la même règle durant la plus grande partie de l'actuelle décennie, avant que le recul de la production survenu en 1981-82 n'interrompe momentanément le phénomène. Ainsi, entre 1976 et 1981, la population active occupée s'est accrue dans ce pays de 11,6 millions de personnes. Dans le même temps, le nombre d'emplois augmentait de seulement 3 millions au Japon et de 1,5 million dans l'ensemble des pays d'Europe occidentale. Le renforcement de l'économie capitaliste américaine, par rapport, voire aux dépens de celle des autres pays développés (pour ne pas parler des pays du Tiers Monde), apparaît donc clairement.

Certains pays, comme la Grande-Bretagne, ont même carrément vu diminuer la population active totale durant cette période (— 673 000 emplois en 5 ans), pendant que dans d'autres le nombre total d'emplois a peu augmenté (103 000 en France et 529 000 en Allemagne).

PAS DE PLEIN EMPLOI EN VUE

Personne toutefois, et même pas les agents électoraux, ne se risque à prétendre que le chômage va disparaître aux Etats-Unis. Si celui-ci tombe sous la barre des 8 % de la population active, ce devra être considéré comme un succès, affirment les instituts de prévision économique.

En fait, la réembauche de travailleurs précédemment licenciés n'a eu lieu que dans

des proportions inférieures au redémarrage de la production. Celle-ci a d'ailleurs augmenté de 7 % en 1983. L'augmentation de 4 millions d'emplois, rapportée à une population active américaine de 110 millions, représente un pourcentage inférieur de moitié.

Un journal américain des milieux d'affaires, le *US News and World Report*, écrivait récemment : « *Même dans un certain nombre d'industries où les affaires repartent, les embauches dans les entreprises seront inférieures à ce qu'elles étaient avant la récession. La raison : beaucoup de sociétés qui ont licencié des salariés ont décidé de rester plus légères, et de faire aller avec une force de travail plus petite* ».

150 000 emplois ont été ainsi supprimés dans l'automobile depuis 1978 (et cela malgré la reprise des ventes intervenue en 1983, et sans compter les licenciements chez les sous-traitants).

Chez Ford, le deuxième constructeur du pays, les effectifs sont passés de 72 000 en 1979 à 54 000 à la fin de l'année 1983. « *Grâce aux économies draconiennes faites sur les prix de revient, Ford a réduit de moitié le seuil de production en-deçà duquel il n'est plus possible de faire des profits* », explique *Le Monde*. Autrement dit, en employant moins d'ouvriers, en payant moins ceux qui restent, tout en les faisant travailler plus, Ford peut engranger aujourd'hui des bénéfices en vendant deux fois moins de voitures qu'avant la crise.

Réaliser des profits sur des marchés en rétraction, c'est



Des chômeurs de Détroit faisant la queue dans un bureau de chômage. De toute façon, si on atteint moins de 8 % de chômeurs, ce sera un succès. (Ph. AFP)

ce que tentent de faire aujourd'hui la plupart des capitalistes américains.

REPRISE ARTIFICIELLE ?

La remise en route progressive d'usines qui tournaient parfois en-dessous de 60 % de leurs capacités il y a encore un an (et même à 40 % dans l'acier) a été rendue possible par une reprise de la consommation. Certes, ce ne sont pas les millions de chômeurs ou de travailleurs dont les salaires ont été réduits qui ont été pris d'une frénésie de consommation, mais c'est la bourgeoisie américaine.

La consommation de luxe s'est trouvée portée à des niveaux records parmi les grands bourgeois. Les bourgeois plus petits ont eux aussi dépensé plus qu'à l'accoutumée. Les magasins ont réalisé des ventes exceptionnelles lors des fêtes de fin d'année, car tout ce monde avait réalisé des gains copieux à la Bourse : des millions de spéculateurs moyens ou grands s'étaient enrichis de 50 % en quelques mois, par la seule vertu de la hausse des cours.

Si les Bourses américaines se sont envolées, c'est aussi parce que l'afflux d'argent (apporté du monde entier par les bourgeois de tous les pays, avides à la fois de mettre leurs capitaux à l'abri dans le plus grand pays capitaliste et de profiter de la hausse de la monnaie américaine) s'est poursuivi tout au long de l'année. Ces sommes colossales sont elles aussi venues s'investir en actions et ont contribué à faire s'envoler les cours. La bourgeoisie américaine grande et

petite a ainsi vu sa richesse se gonfler de façon factice, et elle a fêté cela par une orgie de consommation.

On a ainsi assisté, en particulier, à une reprise des achats de voitures et de maisons. Ce sont ces deux secteurs qui ont enclenché l'année dernière un certain redémarrage de l'économie. Le nombre de maisons vendues a augmenté de 53 % l'an dernier par rapport à 1982 (sans pour autant revenir au niveau d'une année « normale » comme 1979). Les ventes d'automobiles sont passées de 6,8 à 7,8 millions en un an (mais sont restées très en-dessous des 10 millions de voitures vendues dans les années 1970).

Quant à la production de machines et de biens d'équipement, elle reste encore le parent pauvre de la reprise. Les commandes de machines et de machines-outils, qui ont un peu augmenté à la fin de l'année dernière, n'ont pas décollé de façon significative. Cela témoigne du fait que les capitalistes préfèrent, pour l'instant, utiliser leurs capitaux pour spéculer, plutôt que de les immobiliser dans des installations industrielles nouvelles.

Et c'est surtout la formidable augmentation des crédits militaires (73 % d'augmentation en trois ans) qui stimule certains secteurs industriels.

Ainsi certains États, dans lesquels la production d'armements est importante, voient se développer les entreprises qui produisent pour l'armée. La Virginie, dont les chantiers navals fabriquent les porte-avions nucléaires, la région de Boston, où se trouvent beaucoup

d'entreprises d'électronique industrielle militaire, de même que la Floride, font partie de ces régions alimentées par la manne des crédits militaires.

PLUS D'EMPLOIS MAL PAYÉS

Seule une partie des emplois qui ont été créés durant l'année dernière aux Etats-Unis l'a été dans l'industrie. Le travail clandestin mal payé est en pleine extension. Dans les fermes ou dans les ateliers de couture, qui ont paraît-il refléuri à New York, sont employés souvent des immigrés sans papiers en règle (leur nombre est estimé à 5,5 millions aux Etats-Unis). Mais ce sont d'autres secteurs, ceux notamment des emplois dits de service, qui ont le plus augmenté.

Dans une étude portant sur le marché du travail de 1980 à 1990, « *le ministère du Travail prévoit que le plus grand nombre d'emplois sera offert dans les catégories peu payées, telles que secrétaires, aides-soignantes, surveillants, employés commerciaux et caissiers* », écrivait récemment le journal *Time*.

Les prévisions faites à partir des tendances actuelles, font état d'une demande représentant 700 000 secrétaires supplémentaires pour l'ensemble de la décennie, 500 000 aides-soignantes, 500 000 surveillants, plusieurs centaines de milliers d'employés de commerce, de caissiers, d'infirmières, de conducteurs de camions et de livreurs, d'employés de fast-food (400 000 !) et d'employés et de serveurs en tout genre.

Telles sont quelques-unes des prévisions des experts qui auscultent la société capitaliste américaine et qui prévoient qu'en l'absence d'un krach boursier ou d'une vague de faillites bancaires emportant tout sur son passage, les emplois de demain, proposés aux enfants de la classe ouvrière, seront plus mal payés que ceux d'aujourd'hui.

Pierre VERNANT

RENAULT (Billancourt)

DANS
LES ENTREPRISES

Elections de délégués du personnel

Les élections de délégués du personnel au Centre Industriel de Billancourt viennent d'avoir lieu.

Il y avait, malgré des effectifs en légère baisse, un nombre bien plus important de sièges de délégués à pourvoir cette année, par suite de la mise en application des lois Auroux dans les grandes entreprises (116 sièges en titulaires et suppléants contre 66 l'an dernier, pour le 1^{er} collège).

Sur 12 655 inscrits au 1^{er} collège et 5 958 au 2^e collège, voici les résultats :

1 ^{er} collège					
	VOIX		Pourcentages		
	DP 84	DP 83	DP 84	DP 83	
CGT	5 889	6 318	64,90	69,41	
CFDT	1 915	1 737	21,10	19,08	
FO	759	599	8,36	6,60	
CFTC	274	230	3,01	2,53	
CFT/CSL	237	213	2,61	2,38	
2 ^e collège					
	VOIX		Pourcentages		
	DP 84	DP 83	DP 84	DP 83	
CGT	1 241	1 205	33,01	33,72	
CFDT	609	716	16,20	20,03	
FO	649	441	17,26	12,34	
CGC	1 073	1 070	28,54	29,94	
CFT/CSL	82	46	2,18	1,29	

Au 1^{er} collège, les résultats font apparaître une sensible baisse de la CGT (- 429 voix, - 4,51 %); tous les autres syndicats progressent par contre, et principalement la CFDT (+ 178 voix et + 2,02 %) et FO (+ 160 voix et + 1,76 %).

Mais ce que ces chiffres traduisent très mal est le très net recul de la CGT dans les départements d'OS, OS qui sont en

majorité des travailleurs immigrés.

Dans la plupart des bureaux de vote de l'Île Seguin, la CGT perd jusqu'à 10 % des voix. On retrouve le même phénomène au Département 14 et au Département 49. Dans ces départements, les voix que perd la CGT se reportent presque intégralement sur la CFDT.

Il apparaît que, ces élections

venant immédiatement après le conflit Talbot, des travailleurs aient voulu marquer leur désaveu de la politique de la CGT chez Talbot, attitude d'acceptation des licenciements, et leur soutien à la politique de la CFDT de Talbot qui était plus combative. C'est d'ailleurs ce qui ressortait des discussions avec les travailleurs des chaînes.

Par contre, dans les départements de professionnels, le conflit Talbot semble avoir également joué, mais dans un tout autre sens. C'est ainsi que dans ces départements, la CFDT perd des voix, et cela se fait au profit de la CGT et de FO.

Lors de discussions dans des secteurs professionnels, plusieurs réflexions sur le conflit Talbot étaient pour remarquer « l'attitude aventuriste de la CFDT » par rapport à la CGT. Il est aussi possible que des professionnels se sentent moins menacés dans leur emploi, ne serait-ce que parce que le chômage technique ne les touche pas pour l'instant.

Il faut par ailleurs souligner la montée de FO dans ces secteurs.

Du coup, sur l'ensemble du

1^{er} collège, les votes et les gestes des travailleurs professionnels d'un côté et des OS — en majorité immigrés — se sont en partie neutralisés dans les résultats globaux. Mais la CGT a pris note du recul dans le secteur des OS.

Quant au 2^e collège, la CGT perd très légèrement (- 36 voix), la CFDT recule plus nettement (- 105 voix et - 3,83 %), FO enregistre par contre une nette progression (+ 208 voix et + 5 %). Il est plus difficile de dire dans quelle mesure le conflit Talbot a joué au 2^e collège. Mais là, les résultats vont dans le sens général, où FO progresse au détriment de la CFDT et de la CGT, comme aux élections pour la Sécurité sociale au niveau national.

Si les élections ont fait discuter sur le moment, beaucoup de travailleurs, les OS en particulier, étaient contents d'avoir marqué le coup par rapport à la CGT. Mais il faut bien dire que cela ne fait plus l'actualité aujourd'hui. La restructuration, les menaces sur l'emploi sont au centre des préoccupations des travailleurs.

Correspondant LO

ECHOS DES ENTREPRISES

La panacée universelle

Au coup de sifflet des patrons, monsieur « Guérit-tout » médecin-flic à domicile des chantiers va aérer son tensiomètre.

Que ce soit oreillons ou fractures c'est pour lui l'engin miracle pour faire son diagnostic comme si le fait de nous le passer au bras allait nous remettre sur pieds !

Qu'il laisse donc la médecine aux gens compétents et aille vivre sa retraite ailleurs que sur nos paliers.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Alsthom-Atlantique (St-Nazaire).

Ouvrir leurs livres de comptes

Le chantage des grumiers a permis de mettre quelques chiffres sur la place publique. Un grumier représente un million d'heures de travail et l'Alsthom le facture à 400 millions de francs.

Par ailleurs, de tout temps, on nous a expliqué qu'en France le coût d'un bateau est composé de 50 % par la matière première et de 50 % par les salaires et charges. Bien.

Dans le cas présent, si les grumiers atterrissent dans les cales ici, cela représenterait 400 F l'heure de production.

Pour comparer, aux chantiers, un P2 gagne, en moyenne, 35 F de l'heure. Même si on arrondit à 100 F avec les charges, il en reste pas mal dans la nature !

Où va la différence ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Alsthom-Atlantique (St-Nazaire).

HÔTEL-DIEU (Lyon)

Rentabilisation sur le dos du personnel

Le personnel de la cuisine de l'Hôtel-Dieu, une soixantaine de personnes, a fait grève vendredi 27 janvier et mercredi dernier. Il proteste contre les décisions de l'administration qui veut confier à une entreprise privée, la SONEXO, la gestion de la cuisine et muter ce personnel dans les différents hôpitaux et dans les services des soins. Cette décision vient à la suite de directives ministérielles visant à redéployer le personnel des services administratifs et techniques dans les services de soins. En effet, d'après le ministère, il y aurait trop de monde dans ces services techniques (Cuisine, Laboratoire, Entretien...). Et ce sont des services entiers qui risquent d'être supprimés ou confiés pour une plus grande rentabilité au privé. Cela concernerait dans un premier temps

au moins 200 des 2 000 agents des services économiques et généraux des Hospices Civils de Lyon.

C'est le personnel de l'Hôtel-Dieu qui est le premier touché car un incendie, qui avait eu lieu en juin 1983 dans ses cuisines, rendrait les conditions de travail plus que précaires, aucune réfection n'ayant eu lieu. Il est question maintenant de débloquer 408 millions pour qu'une entreprise privée ait une cuisine « clé en main ». Vendredi 27 la majorité des grévistes ont manifesté leur désaccord et sont allés accueillir les membres du conseil d'administration qui délibéraient sur ce problème à l'Hôtel-Dieu. Ce jour-là, plusieurs cuisines d'autres hôpitaux de Lyon étaient aussi en grève de solidarité. Mercredi un débrayage était lancé par la CGT, rejoint

par la CFDT et FO de tous les Hospices Civils de Lyon. 300 personnes se sont retrouvées devant le siège de la direction générale. Une délégation a été reçue; des représentants du personnel des cuisines étaient présents. Le directeur général a eu le culot de dire que la privatisation était mieux car là au moins le personnel était qualifié. Voilà qui montre la considération de ce monsieur pour le personnel des cuisines qui fait ce travail depuis longtemps. Sur le problème des mutations, il n'a rien voulu entendre et a maintenu sa position.

Les gens se rendent bien compte que s'il manque effectivement du personnel dans les services de soins, il y aurait une autre solution que d'y muter du personnel: c'est d'embaucher !

Elle court, elle court... la hausse des prix

Si les ministres et Mitterrand s'agitent et discourent beaucoup ces derniers temps sur les questions de l'emploi — avec le succès que l'on sait ! — ils se montrent par contre beaucoup plus discrets sur celles concernant les hausses de prix. Mais, à dire vrai, cela ne les empêche pas d'agir... en douce.

C'est ainsi que le pain vient d'augmenter début février (de 10 centimes pour la baguette). Le 14 février, l'essence verra son prix augmenter de 2 centimes tandis que le fuel domestique prendra, lui, 9,08 centimes.

Le lendemain, le 15 février, ce seront les tarifs du gaz et de l'électricité qui seront majorés de 5 %. Ceux des cliniques privées augmenteront de 5,3 % le 1^{er} mars. Mais ce n'est pas tout, d'autres augmentations sont d'ores et déjà datées et chiffrées : les tarifs SNCF augmenteront de 5,5 % le 1^{er} mai tandis qu'à la même date la communication téléphonique vaudra 5 centimes de plus. Le timbre poste, lui coûtera 5 % de plus le 1^{er} juillet tandis que, pour respecter la tradition qui veut que les augmentations se pratiquent pendant que les usagers sont en vacances, la RATP et la SNCF-Banlieue majoreront leurs tarifs de 5 % le 1^{er} août.

Au total, selon les prévisions de l'INSEE, la hausse des prix pour 1984 atteindrait 6 à 7 %, soit de 30 à 50 % de plus que celle annoncée par Delors et sur laquelle il aligne les hausses de salaires... par anticipation.

RENAULT (Le Mans)

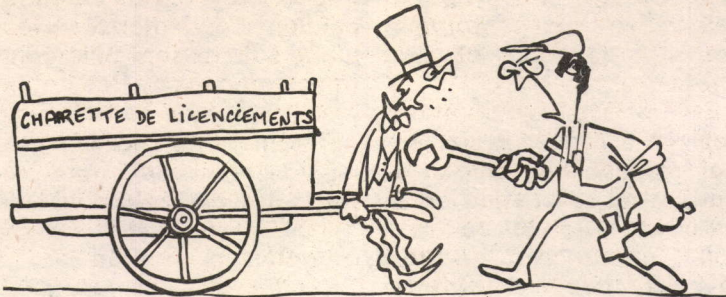
2 000 travailleurs manifestent contre les suppressions d'emplois

La direction de Renault prétend que, contrairement à Talbot, elle appliquera une méthode douce pour résorber son « sureffectif ». C'est à l'usine du Mans qu'elle a annoncé, lors du Comité Central d'Entreprise du 23 janvier, les premières mesures de suppressions d'emplois.

La Régie, à la suite d'un accord industriel avec l'International Harvester, prévoit de restructurer la Division Machine Agricole, restructuration qui se traduirait par la suppression de 456 emplois d'ici 1990.

La CGT, elle, annonce 1 800 suppressions d'emplois sur cette usine. Et visiblement les travailleurs de l'usine n'ont pas l'air de croire aux méthodes douces de la Régie.

A l'appel de la CGT et de la CFDT, 1 200 travailleurs sur 1 700 du Tracteur ont débrayé une heure pour suivre un meeting d'information le jeudi 26 janvier. Là, la CGT a expliqué qu'il y avait d'autres solutions économiques, insistant sur la technicité de l'entreprise et donnant des conseils de gestion à la direction, attaquant sans cesse le P-DG de la Régie, Hanon, qui aurait une politique de « tout à l'étranger », passant ainsi sous



silence la responsabilité du gouvernement. Mais un vieux travailleur, apprécié dans son atelier, a mis les pieds dans le plat en disant au secrétaire de la CGT : « Tu nous parles d'Hanon. Mais pour moi, Hanon c'est un salarié. Mon patron à moi, c'est le gouvernement. Et en ce moment, il se fout de la classe ouvrière. Je suis plus âgé que toi et j'ai déjà vu ça il y a 35 ou 36 ans ». Le secrétaire essaya de calmer les esprits en disant : « Allons, camarades, il ne faut pas être pessimiste ». Mais le vieux travailleur fut approuvé par deux autres, dont l'un ajouta : « On en a marre de vos grèves-aspirine ».

Les syndicats, sentant le vent, ont alors appelé à un débrayage et à une manifestation pour le mardi 31 janvier. Avec l'équipe du matin et la normale, ce sont 2 000 travailleurs de l'usine qui ont manifesté jusqu'à la préfecture aux cris de : « Mauroy, Hanon, non à la

casse » et même : « Le café, c'est grillé ; le tracteur, c'est mieux ». Mauroy était même à l'honneur puisqu'un travailleur affublé d'un masque à son effigie conduisait un tracteur en tête de la manifestation. A la préfecture, le secrétaire de la CGT a renouvelé ses conseils de gestion à la direction. Les travailleurs, eux, contents d'avoir montré leur force, sont rentrés à l'usine en faisant exploser des pétards à mèche.

A Renault Le Mans, plutôt que d'attendre d'être mis au pied du mur comme les travailleurs de Talbot, les travailleurs ont préféré dire à l'avance qu'ils ne se laisseraient pas faire. Mais la vraie bataille est encore à venir. Et, pour vaincre, les travailleurs ne devront pas compter sur les syndicats, plus préoccupés à donner des conseils de gestion à la direction que d'organiser la lutte. Les travailleurs ne devront compter que sur eux-mêmes.

Correspondant LO

CREUSOT-LOIRE (Montchanin)

La direction prépare des licenciements

A la fonderie de Montchanin, située à 5 km des usines du Creusot, le chef du personnel a commencé à convoquer, à partir du 25 janvier, les ouvriers immigrés, individuellement, pour leur proposer de retourner dans leur pays, contre une somme allant de 70 000 à 78 000 francs selon la situation particulière de chacun. Il leur a donné jusqu'à fin février pour réfléchir.

Sur les 400 ouvriers de la fonderie, la moitié environ sont des immigrés, pour la plupart en France depuis longtemps et avec des enfants nés ici.

Cette proposition est comprise par beaucoup comme une mesure qui annonce des licenciements dans un bref délai.

En octobre dernier, la fermeture de la fonderie de Montchanin avait d'ailleurs été annoncée officiellement pour juin, avec la mise en pré-retraite de 134 ouvriers. Il reste 250 personnes qui ne savent pas ce que le patron leur réserve.

Tout le monde a été convoqué le mois dernier pour un entretien avec un psychologue. Des propositions de mutations ont été faites : 50 personnes devraient partir à Ondaine où des productions seraient transférées. Mais l'accord entre les deux usines pour ce transfert n'est pas encore conclu. 85 personnes seraient mutées dans différents secteurs du Creusot. Mais, à part une trentaine de mutations qui sont en train de se faire, les autres paraissent d'autant moins probables que la direction annonce que plusieurs centaines de personnes seraient déjà en sur-effectif au Creusot.

De toute façon, il reste environ 150 personnes pour lesquelles la direction ne fait aucune proposition.

Jusqu'à présent, Creusot-Loire a supprimé des emplois sans licencier, puisque les usines du Creusot sont passées de 10 000 personnes en 1976 à environ 6 500 personnes aujourd'hui. Mais l'incitation au retour au pays est sans doute une façon d'essayer de licencier des travailleurs un par un, en suscitant le moins de réactions possible.

Seulement, les travailleurs immigrés de fonderie font leurs comptes. Certains disent qu'ils ne peuvent pas décider en un mois ; que 70 000 F c'est de toute façon moins que les revenus annuels d'un père de deux enfants, allocations familiales comprises ; et d'autres n'ont pas envie de se porter volontaires pour être mis les premiers dehors.

A l'appel de la CGT il y a eu, lundi 30 janvier, un débrayage d'une heure à la fonderie avec un rassemblement d'une cinquantaine d'ouvriers sur les 250 présents dans l'usine.

Certains ouvriers n'ont pas compris pourquoi la CFDT, pourtant majoritaire aux élections, n'était pas là, pensant au contraire que c'était bien le moment d'être le plus solidaires possible pour envisager comment réagir.

Correspondant LO

Licenciements aux Forges Nouvelles de l'Ondaine :

Creusot-Loire promet de reprendre des licenciés et ne tient pas parole

Mardi 31 janvier, les travailleurs des Forges Nouvelles de l'Ondaine (FNO) recevaient les premières lettres de licenciement : 40 personnes sont licenciées. S'attendant à une telle mesure, ils avaient occupé dès le vendredi 28, non pas leur propre entreprise, mais les locaux administratifs de la Clextral, une filiale de Creusot-Loire située au même endroit.

Pourquoi ? C'est à la suite d'une histoire compliquée qui dure depuis près de huit ans. En 1976, était créée la Malléable-Soudable, une filiale

de Creusot-Loire, spécialisée dans la fonte culinaire.

En 1981 la Malléable-Soudable était dissoute. Un patron local, qui possédait déjà deux entreprises, accepta de récupérer les installations avec seulement 40 personnes sur 120. Son établissement prit le nom de Forges Nouvelles de l'Ondaine. Et Creusot-Loire embaucha les 80 non-repris par les FNO.

En outre Creusot-Loire garantit dans un protocole d'accord aux 40 embauchés des FNO qu'en cas de problè-

mes pour eux, il les reclasse-rait de la même façon que les 80. Eh bien justement, les problèmes sont maintenant arrivés. FNO connaît des difficultés et licencie. Alors, pourquoi Creusot-Loire ne reprend-il pas les 40, à qui il avait promis de le faire ?

Parce que Creusot-Loire, à cet endroit-là, n'existe plus : la totalité de ses installations a été cédée à Usinor. Et lorsque le syndic nommé en juillet 1983 pour les FNO a demandé par lettre à Creusot-Loire de tenir

ses engagements de 1981, le trust a répondu en substance : « Je ne suis plus là ». Quant à Usinor, pourquoi tiendrait-il les promesses de Creusot-Loire ?

Et voilà comment les travailleurs des FNO se retrouvent victimes des agissements de leur patron actuel et d'une manœuvre de deux grands de la sidérurgie, Usinor, nationalisée, et Creusot-Loire, lors de leurs pourparlers de fin 1983, se sont bien gardés de traiter les cas FNO.

Pour ces travailleurs, l'avenir n'est pas rose : la plupart ont

entre 45 et 52 ans, sont en majorité des OS, dont beaucoup d'immigrés, et ils n'auront pas plus de facilités de reconversion que ceux de Talbot.

Ils réclament que Creusot-Loire respecte ses engagements de 1981. Ils sont en grève depuis le 29 janvier et ils occupent, pour faire pression sur Creusot-Loire, les bureaux de Clextral, la seule entreprise qui dépende de Creusot-Loire sur ce site de plus de 2 000 travailleurs.

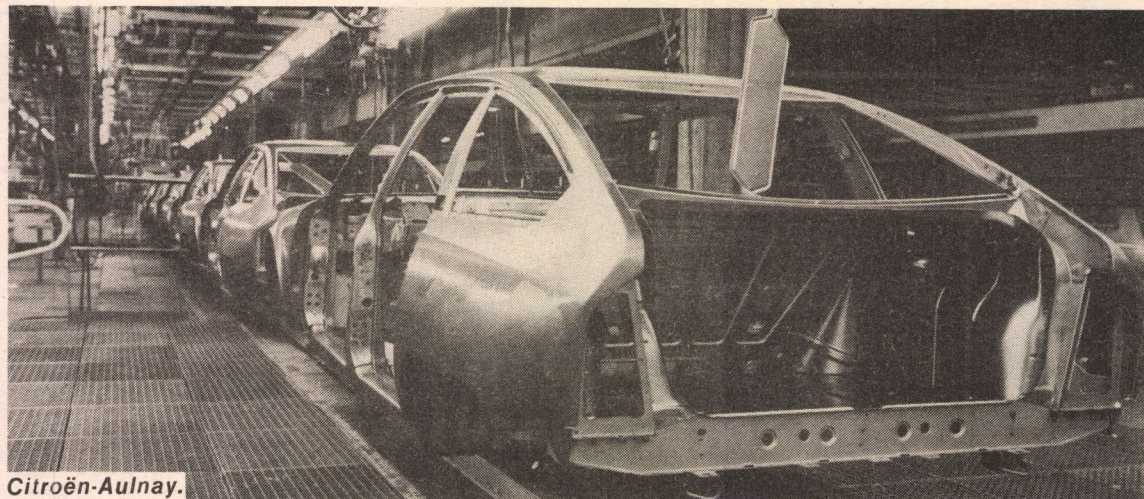
GROUPE PEUGEOT-CITROËN

Après Talbot, le P-DG annonce une réduction d'effectifs chez Citroën

Quelques semaines seulement après la fin du conflit Talbot qui s'est traduit par près de 1 905 licenciements, le P-DG du groupe, Jacques Calvet, vient d'annoncer que Citroën devra à son tour diminuer ses effectifs. On s'y attendait, bien sûr. Mais Calvet n'y va pas avec le dos de la cuillère. Il envisage une diminution de 4 000 à 4 500 personnes (certains parlent de 4 700) sur les 43 000 de chez Citroën, soit environ 10 % de l'effectif.

Quand aura lieu cette diminution d'effectifs et de quelle façon ? A ce sujet, Calvet n'a rien dit de précis. Le moment sera choisi en fonction « du compromis entre la nécessité d'aller vite et celle de choisir le moment opportun ». Le moment opportun en fonction des réactions prévisibles du personnel, bien sûr.

Et Calvet, qui avait déjà mis le gouvernement au pied du mur dans l'affaire Talbot, menace : « Ou bien Citroën doit réduire ses



Citroën-Aulnay.

effectifs, ou bien Citroën n'existera plus dans trois ans ». Exactement le même chantage que chez Talbot (« licencié 1 900 personnes pour sauver 17 000 emplois »).

Et derrière la réduction d'effectifs chez Citroën se profile celle de Renault où il y aurait 10 000 départs. Le patronat a déjà montré avec Talbot comment il s'y prenait. Le gouvernement aussi en acceptant les licenciements. Et les syndicats également en refusant d'organiser une riposte d'ensemble des travailleurs de l'automobile qui sont ainsi amenés à se battre les uns après les autres.

Mais les travailleurs sont bien prévenus. Tous les acteurs ont déjà joué une fois leur rôle. Et les ouvriers peuvent bousculer tous les plans s'ils ne font plus confiance en ceux qui les ont si bien trompés à Talbot. Et à ce moment-là, Calvet pourrait avoir, ainsi que la Régie Renault, bien du mal à « choisir le moment opportun ».

Les responsables de l'intersyndicale CGT-CFDT-FO ont d'ailleurs envoyé une lettre au Parti Socialiste, au Parti Communiste, à l'Union départementale CGT, à l'Union départementale CFDT, à l'Union départe-

mentale FO, pour critiquer ouvertement l'attitude du gouvernement et demander à tous ces partis et syndicats d'organiser rapidement une manifestation commune de soutien. Comme le précise la lettre « de cette manière, les Massey pourront juger sur pièce concernant les amitiés ».

Comme la décision concernant les licenciements approche, l'inspection du travail devant rendre son avis dans les jours qui viennent, il va falloir que le mouvement actuel se développe et s'élargisse pour faire céder les patrons de Massey et le gouvernement.

Correspondant LO

CYCLES PEUGEOT (Mandeure près de Montbéliard)

Manifestation contre les licenciements

Jeudi 26 janvier à l'appel des syndicats CGT-CFDT-FO des Cycles-Peugeot où 55 licenciements et 145 départs en pré-traité viennent d'être prononcés c'était la journée ville morte à Beaulieu-Mandeure, la localité qui entoure l'usine.

Cette journée faisait suite aux débrayages ayant rassemblé à deux reprises 250 à 300 travailleurs des Cycles, pour exprimer notre solidarité avec les licenciés. L'ensemble des travailleurs de l'usine voyaient

cette manifestation d'un bon œil, et même s'ils n'ont pas été nombreux à y participer, toute la semaine les discussions allaient bon train, la minorité combative et la plupart des militants syndicaux essayant de convaincre leurs camarades d'atelier d'y participer.

La manifestation regroupait 600 personnes environ avec des délégations des différentes usines des Aciers et Outillages Peugeot de la région où un plan prévoyant 240 suppres-

sions d'emplois, des licenciements vient d'être annoncé. Tous les militants de la région étaient au coude à coude avec comme principal slogan « Non aux licenciements » bien sûr, mais également, dans la partie la plus dynamique du cortège on criait : « Dégraissons Bertrand Peugeot, pas les effectifs », « Dégraissons Mauroy, pas les effectifs » et des slogans pour la grève générale dans l'automobile.

Correspondant LO

MASSEY FERGUSON
(Marquette-lès-Lille)

Les Massey en colère

Dans la région lilloise, les ouvriers de Massey poursuivent la lutte contre les licenciements de 565 d'entre eux. Nous sommes entrés dans le 7^e mois de lutte, de grèves et d'actions diverses. Si les travailleurs n'avaient pas bronché, nous serions licenciés depuis le 12 octobre 1983. Nous sommes début février 1984, et toujours tous présents dans l'usine !

Depuis 3 semaines, il n'y a plus aucun contact entre l'intersyndicale CGT-CFDT-FO et la direction. Le préfet et les adjoints de Mauroy à Maignon ont cherché à convaincre les syndicalistes d'accepter un compromis sur les 600 licenciements pour sauver les 1 400 emplois restant dans l'entreprise. En somme c'est le chantage à la Talbot. Pourtant personne n'ose démentir que, pour dans 6 mois, la direction a un 2^e plan visant à supprimer 500 autres emplois.

Après des actions dans l'entreprise pour bloquer la production, comme le dégonflage des pneus des moissonneuses-batteuses, la confiscation des visseuses et outillages divers, l'intersyndicale a décidé de « hausser le ton » et d'adopter certaines méthodes des éleveurs de porcs.

Lundi 30 janvier, à 200, nous avons investi la gare de Lille et bloqué le départ

des trains en balançant des caddies et des chariots sur les voies et des barrages de pneus et des traverses de feu.

C'est au bout de 4 heures que les CRS nous ont fait évacuer.

Mardi, c'était au tour de la Maison des professions dans la banlieue lilloise, un bâtiment luxueux du patronat, d'être investi par le même nombre d'ouvriers en colère. Une heure trente plus tard, les CRS nous ont sommé d'évacuer les locaux.

L'Union patronale a décidé de porter plainte... contre les licenciés, mais, on s'en doute, pas contre les licenciés.

Aujourd'hui, mercredi, les automobilistes venant de Paris ont été heureux que les ouvriers de Massey leur ouvrent gratuitement le péage d'Arras. Et nombreux sont ceux qui ont versé à la collecte de soutien.

A ces actions participent une centaine de licenciés et autant d'ouvriers qui ne le sont pas, sur 1 600 ouvriers que compte l'entreprise.

Et même si cela fait plusieurs mois que cela dure, on n'est pas prêts à lâcher.

Même si le gouvernement qui fait le mort voudrait que l'affaire Massey se termine sans faire de bruit, nous n'avons pas les mêmes points de vue.

RÉGION DU NORD

Beaucoup de petites entreprises qui licencient font une grande masse de chômeurs

Mardi 31 janvier, La Voix du Nord publiait un « Tableau de bord de la crise » particulièrement éloquent. « Avec près de 190 000 demandeurs d'emplois sur deux départements, 13,2 % de la population active au chômage, avec même des pointes de plus de 14 % à Dunkerque et de 18 % à Calais, notre région a le triste privilège de détenir le « ruban bleu » du chômage en France », comme l'écrit La Voix du Nord.

Le bilan est lourd :

— **Acier** : 350 salariés au chômage partiel, 3 700 suppressions d'emplois sur sept entreprises, réalisées ou prévues pour 1984 surtout dans le bassin de la Sambre et le Valenciennois, et combien des 7 000

emplois perdus en France chaque année à la suite du Plan acier ?

— **Navale** : 3 200 emplois menacés à Dunkerque, plus des petites unités de carénage et de réparation qui vont fermer.

— **Métallurgie** : 1 868 suppressions d'emplois annoncées à ce jour pour 1984, sur 11 entreprises, et chômage conjoncturel et menaces sur 2 384 autres emplois (7 entreprises, dont Massey Ferguson).

— **Textile** : les allègements de charges sociales accordées en 1982 ont permis une stabilisation en 1983, mais Boussac annonce 1 276 suppressions d'emplois cette année, dont une partie dans la région. Il vient d'y avoir 331 licenciements (5 entre-

prises) et 628 sont menacés.

— **Bâtiment** : déjà fortement touché depuis 10 ans, il y a eu 985 licenciements ces dernières semaines et 1 168 emplois sont menacés, le tout sur une dizaine d'entreprises.

— Quant à l'Automobile, qui devait servir de locomotive, si l'on peut dire, pour le redémarrage du Nord-Pas-de-Calais, elle est au point mort, 500 fins de contrats intérimaires à Renault-Douai, le chômage technique en février, une surcharge de 500 postes à Peugeot-Lille.

Comme l'écrit La Voix du Nord : « A situation exceptionnelle, remèdes exceptionnels ». A quand l'union de toutes ces entreprises dans la lutte ?

Un autre regard sur l'UAP

« L'UAP, un nouveau regard » : c'est le slogan de la campagne publicitaire de l'UAP à la radio en ce moment.

Les employés de l'UAP sont bien placés pour savoir que rien n'a changé dans les assurances, ni avec la venue de la gauche au pouvoir, ni avec la nomination d'une femme, socialiste, au poste de présidente.

Pas même le « regard ». Hier comme aujourd'hui, l'UAP nationalisée reste une entreprise capitaliste qui centralise des capitaux publics et privés, qui gère des fortunes, qui est en concurrence avec les autres assurances, pour le marché français comme pour s'implanter à l'étranger, et qui ne « regarde » qu'une chose : faire le plus de profits possible.

Tour à tour

Un des récents « coups de pub » d'Yvette Chassagne a consisté à projeter, pendant les fêtes, un laser entre la Tour Assur et la tour Eiffel. Coût : 180 000 F. Une goutte d'eau, dans les 55 millions de francs consacrés en 1983 à la publicité !

Ce dernier chiffre est à rapprocher du budget global des augmentations pour la même année : 9,7 millions !



ASSURANCE-SANRIX

Jusqu'à quel point le métier d'assureur est-il un métier risqué ?

Prenons par exemple l'indemnisation des catastrophes naturelles, qui incombe aux assurances depuis 1983. Devant l'ampleur des tempêtes de l'été, les assurances ont obtenu des pouvoirs publics l'autorisation... d'augmenter les primes à ce titre.

Autre exemple : un accord a été passé entre la Sécurité sociale et les assureurs pour accélérer les remboursements dus par les compagnies — dans le cas des accidents d'automobile. Mais si cet accord devait se révéler plus coûteux que prévu pour les assurances, une clause prévoit... la révision en hausse des tarifs de l'assurance-auto.

Bref, dans tous les cas, les assurés sont assurés d'être les payeurs !

L'UAP, tout le monde connaît : 17 000 salariés, assureur numéro 1 en France, 4^e entreprise pour les profits en 1982, derrière Elf, IBM et la BNP.

Sa présidente, depuis début 1983, c'est Yvette Chassagne, ex-préfète du Loir-et-Cher et socialiste, première femme à la tête d'une entreprise nationalisée.

En fait, une nouvelle présidente pour une vieille politique :

— Salaires : le salaire à l'embauche tourne autour de 3 900 F. Après 10 ans, 1 000 F de mieux, c'est tout !

— Pouvoir d'achat : en baisse. Pour 1984, compte tenu de l'effet-report, il ne nous resterait plus que 0,3 % d'augmentation à toucher !

— Promotion de la femme : s'est traduite par la promotion de 27 femmes. A l'UAP, 66 % des employés et agents de maîtrise sont des femmes : elles sont 27 % dans l'encadrement.

Par contre, pour ce qui est de l'esbroufe, Yvette Chassagne n'y est pas allée de main morte :

— Réunion hebdomadaire avec les syndicats : ça occupe.

— Grandiose projet de « formation », destiné en réalité à améliorer la productivité de l'UAP par rapport aux autres assurances, lesquelles devront à leur tour en faire autant, bien entendu, etc.

— Installation d'une radio interne à la Tour Assur, avec musique d'ambiance et flashes d'informations patronales trois fois par jour.

— Campagnes publicitaires diverses, en particulier à la radio et à la télévision (200 000 F les 30 secondes sur TF1 à 20 h 30).

Question publicité, il faut dire qu'elle ne s'est pas oubliée non plus. Cocktails, voyages se succèdent. On l'a vue à la télévision à 7 sur 7 raconter son voyage à la réunion du FMI et parler familièrement de Reagan. Elle s'adresse régulièrement à des assemblées de patrons des assurances, de courtiers, à la presse spécialisée qu'elle « séduit » et qu'elle « étonne » en leur disant ce qu'ils veulent entendre : que « les assureurs sont des com-

merçants et qu'ils doivent faire un raisonnable profit ».

L'intérêt du public dans tout cela, celui des clients, des salariés ? Les choix de gestion sont les mêmes que sous Giscard : les contrats restent chers, primes majorées, contrats résiliés et longs délais de règlement sont monnaie courante, et Chassagne obtempère quand Delors encourage les assureurs à imposer la rigueur à leur personnel.

Non, quoi qu'en dise la publicité de l'UAP, il n'y a rien de vraiment nouveau sous le soleil des assureurs.

Sans blague

Dans l'Assurance, la blague classique que l'on fait à tous les nouveaux — l'équivalent de la « lime à épaissir » des métallos — c'est de les envoyer aux « archives des mal-classés ».

Eh bien ce service existe, en quelque sorte. Le nombre de dossiers perdus est tel qu'il y a des postes de « chercheurs » des introuvés !

L'UAP n'a pas encore eu l'idée d'assurer ses assurés contre la perte de leurs dossiers, mais ça ne saurait tarder.



Sous-traiter, sur-exploiter

Il y a 10 ans, Inter-Assistance, une société de sous-traitance informatique, était créée sous l'égide de l'UAP. Les 23 employés de cette société travaillaient sous les ordres d'un cadre UAP et gagnaient à peine le SMIC.

En octobre 1983, quelques employés décident de monter une section CGT. Trois mois plus tard, comme par hasard, la société dépose son bilan. Motif : son unique fournisseur, l'UAP, n'a plus de travail à lui

donner.

Dix employés passent alors des tests d'embauche à l'UAP, qui découvre qu'ils n'ont pas « les aptitudes suffisantes » — alors qu'ils font le travail depuis dix ans ! Par contre, leur suggère l'UAP, ils peuvent s'embaucher à la société AIC — à laquelle l'UAP sous-traite du travail informatique, et qui justement embauche !

Il n'y a pas que dans l'assurance que l'UAP peut postuler au numéro 1.

Pas reluisant

Afin de rendre plus attrayants ses « bons de capitalisation » (une sorte de placement à faible taux d'intérêt dénoncé par l'Institut national de la consommation comme une escroquerie), l'UAP fait miroiter à ses acheteurs un remboursement par tirage au sort mensuel.

Afin de rendre plus attrayant le tirage au sort, qui a lieu chaque 15 du mois, une cérémonie a lieu à la Tour Assur où, devant un parterre d'agents extérieurs, de cadres et autres grosses légumes, des employés tirent les numéros gagnants. Le côté « attrayant » de la chose vient du fait que les employés sont choisies « jeunes » et « présentant bien », afin de plaire à la galerie !

Ça n'empêche pas Chassagne de parler de la promotion des femmes...

Assurances tous riches

Les assurances ne sont pas vraiment riches, non. Simplement, elles placent votre argent, dans l'immobilier par exemple, et vous le rendent en cas de sinistre.

Bien sûr, à force de faire de bonnes affaires, que voulez-vous, on s'enrichit. Si bien que l'UAP est aujourd'hui le deuxième propriétaire foncier... après l'Etat !

Dans quel genre d'immeubles est investi cet argent, votre argent ? Ne vous inquiétez pas : dans des valeurs sûres. L'UAP préfère les riches aux pauvres. Ses immeubles sont dans les beaux quartiers. Elle possède le Claridge, un des plus grands hôtels parisiens.

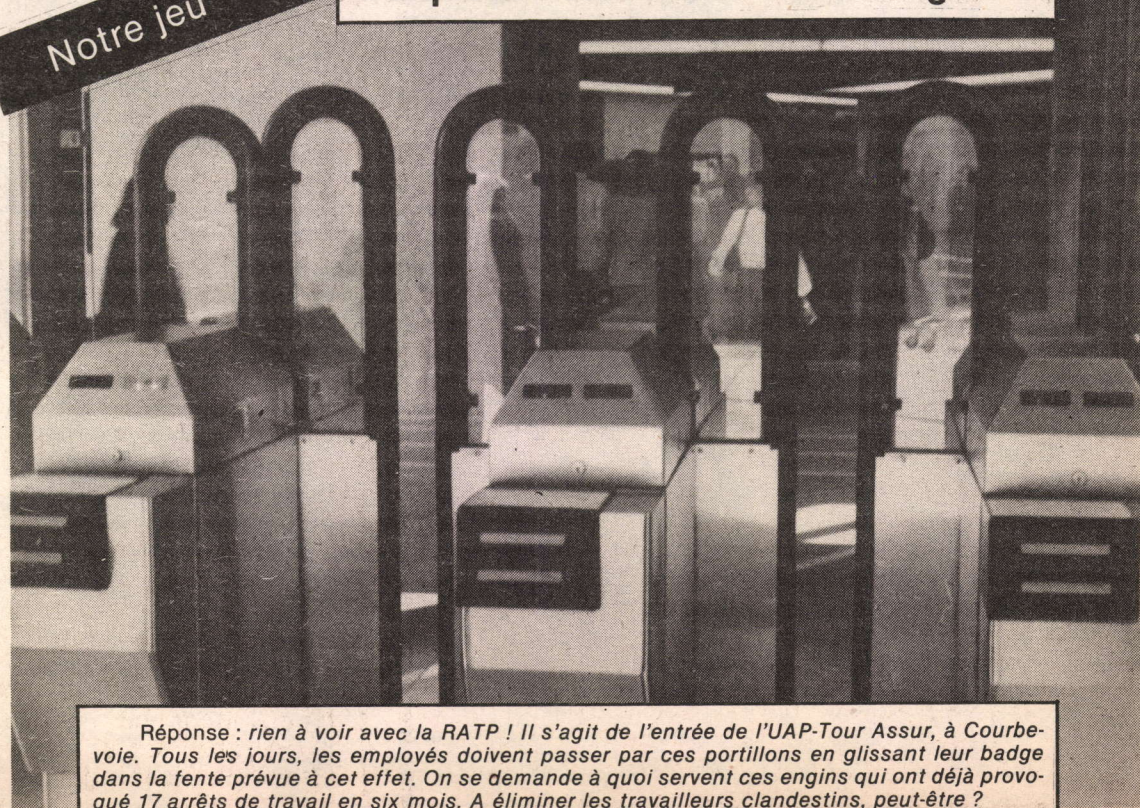
Une de ses dernières opérations : l'achat d'un terrain dans le XVI^e arrondissement pour y construire 60 logements de grand luxe, avec jardin suspendu pour chacun !

Oh, bien sûr, l'UAP a aussi quelques péchés de jeunesse : des HLM, pouah ! Elle est propriétaire de la « Rose des vents », la fameuse « Cité des 3 000 » à Aulnay. Mais ces placements-là ne lui plaisent pas. Elle vend actuellement une série de logements bon marché dans le XIX^e — où habitent nombre d'employés de l'UAP.

Quand on est numéro un, même nationalisé, on ne place pas son argent dans les quartiers populaires : ça fait pauvre.

Notre jeu

De quelle station de métro s'agit-il ?



Il se passe toujours quelque chose à l'UAP

S'il est vrai que les voyages forment la jeunesse, à l'UAP on est sûrs de ne pas vieillir.

A la Tour Assur, où travaillent 3 000 employés, une des principales activités des stratèges de la direction consiste à déplacer les services. Comme il y a 38 étages, on peut dire qu'il y a toujours un déménagement prévu ou en cours. A tel point que la direction a dû publier un planning en septembre, pour aider le personnel à s'y retrouver.

Même chose dans le 9^e arrondissement, où les services passent du 24 au 26, rue Le Peletier, à moins que ce ne soit du 29, rue de Provence au 10, boulevard Haussmann ou encore au 39, rue Le Peletier. Quant à ceux du 20, rue Saint-Georges, ils ont appris récemment qu'ils iraient au 2, rue du 4-Septembre.

On dirait une pub pour le loto !

Touchant

A l'UAP, l'information va bon train. On a même maintenant des écrans qui nous demandent de leur donner une note de 1 à 5, en fonction du temps d'attente entre l'interrogation et la réponse.

A partir du 2, l'écran dit « merci » !

Espérons que ça a au moins amusé le programmeur.



Un nouveau créneau

De 1972 à 1982, le chiffre d'affaires « maladie » des assurances a été multiplié par 4,7. Rien d'étonnant à cela. Depuis une dizaine d'années, la protection fournie par la Sécurité sociale est peu à peu grignotée et, à chaque nouvelle attaque, certains se rabattent sur les assurances pour préserver leurs possibilités de se faire

soigner.

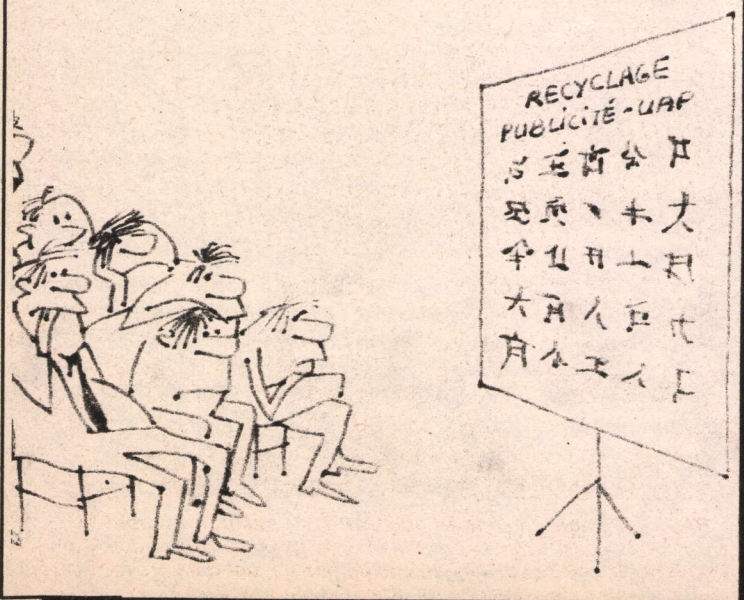
Ainsi, d'après *Le Monde*, la récente réduction de remboursement pour 1 200 médicaments a entraîné une augmentation d'environ 5 % des primes d'assurance.

La baisse de la protection sociale, ce n'est pas perdu pour tout le monde.

Les rois des c...hauvins

Une des publicités radio-diffusées de l'UAP nous fait entendre du grec (ou du chinois, ou du javanais). Et d'ajouter : « Non, l'UAP ne parle pas grec (ou chinois, ou javanais), l'UAP parle clair ! ».

A ce sujet, nous avons interviewé un Javanais, qui nous a déclaré : « Normal qu'ils ne parlent pas notre langue. On n'en veut pas de leurs avassuravances, on n'est pas si stupides ».



DANS LES HÔPITAUX

Hôpital de Rambouillet

La direction recule

Au centre hospitalier de Rambouillet, il était prévu une promotion d'aide-soignants parmi le personnel. 11 candidats avaient été retenus, après examen, pour participer à l'école. L'ouverture de cette école a d'abord été retardée, puis annulée, puis enfin prévue avec 6 élèves seulement et avec une formation à mi-temps, pour ne pas les remplacer dans leurs services.

Ces mesures ont provoqué la colère du personnel et, lors d'une réunion convoquée par la CGT, nous avons décidé d'un mouvement surprise.

C'est ainsi que, le jeudi 26 janvier, nous nous sommes retrouvés à 14 heures devant la porte de la direction à une trentaine. Puis le nombre a augmenté jusqu'à la centaine.

Comme le directeur

« ne pouvait pas » nous recevoir de suite, c'est chez le sous-directeur que nous sommes allés dire notre mécontentement et demander l'ouverture de l'école pour les 11, et à plein temps.

Comme par hasard, ce qui était impossible la veille, faute de budget, devenait possible après occupation du bureau et coup de téléphone à la DDASS (Direction départementale de l'action sanitaire et sociale). Une solution était proposée par la DDASS : un budget annexe avec ouverture de l'école le 6 février pour les 11 et leur remplacement dans les services.

Pendant toutes ces tractations, l'ambiance était chaude. La moquette confortable du bureau du sous-directeur était comparée à l'état lamentable des serpillè-

res qu'on nous octroie par souci d'économie. Quand ce monsieur a eu le malheur de dire qu'il fallait « gérer la pénurie », ce fut le tollé général. Ceux qui étaient en dehors du bureau se faisaient raconter par ceux qui étaient à l'intérieur. Bref, le moral était au beau fixe !

Le directeur, enfin visible vers 16 h 30, furieux qu'une solution ait été trouvée sans lui, lui ôtant toute « autorité », nous dit alors qu'il se « démarquera » de la DDASS. Une bonne raison pour nous de rester vigilants jusqu'à l'ouverture de l'école.

D'ailleurs, lors de la réunion définitive, prévue le 3 février, entre la direction et les délégués syndicaux, nous serons présents pour veiller au grain.

Correspondant LO

CHR Trousseau

A l'avant-garde pour la technique... à la traîne pour l'embauche

Un scanner « corps entier » est installé au CHR depuis plus d'un mois. Mais aucun malade n'a encore pu en profiter, pour la simple raison que les 9 créations de postes nécessaires pour le faire fonctionner ont été refusées par l'administration.

Tout ce que la direction propose maintenant, c'est de prendre au moins trois postes dans les services de radiologie, ce que n'acceptent pas, à juste titre, les manipulateurs radio des services concernés.

En attendant, les malades dont l'état nécessite un examen par scanner « corps entier » sont dirigés vers une clinique privée où l'appareil de ce type fonctionne depuis plusieurs mois. Une affaire d'autant plus ren-



table pour la clinique en question que les malades sont priés de se procurer auparavant en pharmacie les produits nécessaires à l'examen, et qu'ils doivent payer sur place 1 000 F pour y avoir droit.

Ralite, quand il était ministre de la Santé,

avait fait grand bruit, en son temps, sur la politique d'avant-garde dans les hôpitaux, scanners et techniques de pointe partout. Mais quand il s'agit d'embaucher, c'est toujours la même vieille politique de restrictions qui prévaut.

Correspondant LO

Alsthom-Atlantique

Contrat de solidarité : De la signature à l'application

Le 11 juin 1982, l'Alsthom avait signé avec le gouvernement un contrat de solidarité. A six mois de la fin de ce contrat (qui se terminera au 30 juin 1984), l'Alsthom annonce un premier bilan : 2 754 personnes y ont adhéré et il y aurait eu 2 541 nouveaux embauchés, « rééquilibrant la pyramide des âges en la rajeunissant sensiblement » (entendez par là que l'Alsthom y gagne donc sur les paies).

Mais, avoue la société, « elle n'a pu remplacer tous les partants, ni maintenir les effectifs au niveau de 35 348, comme l'y engageait le contrat ». Les effectifs « ont diminué de 979 personnes ». C'est normal, explique l'Alsthom, puisque « entre le moment où a été négocié et signé le contrat et aujourd'hui (...) beaucoup de choses se sont passées ». Et l'Alsthom vient d'annoncer une nouvelle charrette de 1 086 suppres-

sions d'emplois supplémentaires.

Les mauvaises langues diraient évidemment que ces contrats de solidarité sont du bidon puisque, une fois signées, « tant de choses se passent » que personne n'est censé les respecter, même pas une entreprise nationalisée. Mais ce serait de la calomnie, car l'Alsthom a tout de même respecté le contrat à moitié : elle a respecté tous les départs prévus !

Correspondant LO

DANS
LES ENTREPRISES

Saint-Etienne

La « cafétéria M. Chef » en grève pour de meilleures conditions de travail

● A la « cafétéria M. Chef » de Saint-Etienne - Centre II, l'amplitude d'une journée de travail peut aller jusqu'à douze heures. 23 personnes font actuellement le travail de 33 employés de l'an passé. Et ceci pour des mini-salaires, voisins du SMIC.

Et, pour corser le tout, certains cadres se permettent d'injurier le personnel, essentiellement féminin. Et cela même devant la clientèle.

C'est parce que le personnel ne voulait plus subir sans rien dire ces brimades et ces conditions de travail, qu'il a décidé à la quasi-unanimité (22 grévistes sur 23 employés) d'entamer une grève illimitée le 18 janvier dernier.

Il faut croire que chez M. Chef on n'aime pas trop discuter avec le personnel et ses représentants syndicaux car, pour l'instant, les salariés n'ont vu que les sous-fifres du patron, qui se sont contentés de négocier uniquement sur ce que la loi et les réglementations imposent de toute façon. Si le personnel n'a pas encore vu le P-DG, il a par contre vu, dès le premier jour de la grève, ses cadres rameutés de toute la région pour faire redémarrer la cafétéria ainsi qu'un huissier, venu constater une soi-disant obstruction de l'entrée de la cafétéria par le personnel.

Le patron a renoncé ensuite à faire travailler ses cadres et a fait fermer la cafétéria, quand il constata que la campagne d'explications des salariés auprès de la clientèle, lui demandant par solidarité de ne pas entrer dans la cafétéria, était payante.

La détermination des grévistes n'a pas été entamée. Une vente de sandwiches et de boissons chaudes ainsi qu'un buffet campagnard ont même été organisés devant la cafétéria pour soutenir leur lutte.

Le moral est bon. Tout le monde est bien déterminé à aller jusqu'au bout pour faire céder le patron, car la coupe est pleine.

Correspondant LO

Les poireaux des grosses légumes

Dans le journal patronal distribué par l'Alsthom à son personnel, on peut lire un petit reportage sur les bonnes affaires de ce trust en Birmanie, fait par un chef de service de poste, et qui est fort édifiant : « Ce que j'aime en Birmanie, écrit ce monsieur, c'est qu'on peut y assouvir sa passion du chemin de fer. Nous avons mis au point là-bas (...) la locomotive

anti-vol. Car dans ce pays au niveau de vie très bas, une ampoule ou un robinet peuvent représenter la valeur de plusieurs mois de salaire. Alors la tentation est souvent trop forte. (...) Aujourd'hui les locomotives sont bardées d'anti-vols. On trouve jusqu'à 50 cadenas sur une seule machine ». Quel génie inventif, ces ingénieurs français ! Quelle

passion à la clé !

Une seule ombre au tableau : la dure vie des cadres de la société, pour qui, « là-bas, c'est un peu une vie d'ascète ». A tel point que, pour eux, « la grande distraction est d'essayer d'acclimater les légumes français dans le jardin de leur maison ». Ce monsieur oublie de dire s'il met un cadenas à chaque poireau.

MATRA VEUT SE DÉBARRASSER DE L'HORLOGERIE BAYARD EN LICENCIANT 250 TRAVAILLEURS

A l'usine d'horlogerie Bayard de Saint-Nicolas-d'Aliermont, près de Dieppe, l'annonce du dépôt de bilan, le vendredi 20 janvier 1984, a surpris tous les travailleurs de l'usine. La liquidation des biens doit se traduire par le licenciement de 250 personnes. Cette décision apparaît d'autant plus dramatique qu'il n'y a pas d'espoir de reconversion sur le bassin de Dieppe, où il y a déjà 16 % de chômeurs.

Le lundi, la CFDT et la CGC ont appelé à une assemblée du personnel. A celle-ci a été créé le comité d'action, réunissant des délégués de la CFDT, de la CGC et des non-syndiqués.

Ce comité d'action a décidé de l'occupation de l'usine, tout en continuant à travailler, jusqu'au 31 janvier, pour éviter le départ des stocks, ainsi que les différentes démarches auprès du député du Parti Socialiste de la région, du commissaire de la République, du président du Conseil général et de quatre conseillers généraux socialistes. Ceux-ci ont promis des démarches auprès du ministère de l'Industrie et du président de Matra, Jean-Luc Largardère, Bayard est en effet une filiale du groupe Matra-Jaeger, qui veut se débarrasser de son secteur horlogerie parce qu'il serait déficitaire.

150 personnes sont venues manifester à Rouen. Les travailleurs de chez Bayard poursuivent l'occupation, mais attendent avec anxiété le résultat des démarches officielles.

ECHOS DES ENTREPRISES

Records

Un salarié de Reims a réussi à tenir 48 ans chez Chausson. Un exploit.

L'entreprise lui a offert une montre, soit au grand maximum 10 F par année.

Un autre exploit.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Chausson-Villeneuve).

Toute le monde est intéressé

Une note de service de caractère très restreint circule chez certains cadres ! Ils seraient autorisés (pour leur permettre de se rendre à leur travail) à utiliser la R 18 de la Caisse, éventuellement avec chauffeur, et cela de préférence à leur voiture personnelle.

Nous ne comprenons pas pourquoi il est donné un tel caractère « confidentiel » à cette note. De toute évidence, ce sont des centaines d'agents qui sont intéressés par cette solution.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Cram-Rouen).

On ne le savait pas...

Mais la direction vient de le dire : il n'y a que 110 personnes qui bénéficient du remboursement de la Carte Orange. Comme toutes les cartes qu'elle rembourse ne doivent pas être les plus chères (qui valent, elles, 260 francs), et comme la moitié seulement de la carte est remboursée, elle ne doit avoir qu'un million ancien à déboursier.

Par contre, cela lui a permis de supprimer la prime de transport qu'on touchait tous, et qui était de 23 francs par mois. Mais comme nous sommes plus de 3 000, c'est 7 millions qu'elle ne verse plus.

Gain net : 6 bâtons par mois pour elle. Ce n'est peut-être pas grand-chose, mais c'est toujours ça qu'elle se met dans la poche.

Il n'y a pas de petits bénéfices.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNIAS - Les Mureaux).

Expressif

Les « réunions d'expression des salariés » sont reparties pour un tour. La première fois, on y était plus ou moins allés pour voir. La deuxième fois on y était déjà moins nombreux. Et au fur et à mesure qu'on se rend compte qu'à ces réunions on ne peut rien discuter de ce qui nous intéresse, elles sont en train de se réduire... à leur plus simple expression...

Paies et emplois vont mal... pas les profits

Comme tous les mois, avec notre paie, nous avons reçu le journal du trust, *Inter 7*. Il vante, ce mois-ci, les merveilleuses affaires faites par l'Alsthom au Brésil, au Mexique, en Afrique du Sud, en Italie...

Inutile de dire qu'il n'y a aucun rapport entre les bonnes affaires de nos patrons et le montant de notre feuille de paie.

Et ce même mois où le trust annonce que 1984 sera pour lui

une « année faste » grâce à ses ventes en Birmanie, il vient d'annoncer au dernier CCE plus de mille suppressions d'emplois pour 1984 !

(Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Alsthom - Saint-Ouen).

Cher du mètre carré

Au foyer de célibataires, le prix des chambres est passé de 640 F à 700 F. La SNCF ne manque pas d'air. Elle prend peut-être ses foyers pour des « grand standing » avec verdure, calme assuré et grand confort !

A vouloir nous faire dormir toujours plus cher, qu'elle sache que le réveil ne lui sera que plus dur.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF - Dépôt Paris-Sud-Ouest).

Trafic de vélos

Ces temps-ci, à la sortie de Magenta, des poileux consciencieux fouillent les sacoches des vélos et des mobylettes.

Ils fouillent, refouillent, suent, ils ne vont pas tarder à renifler... Et c'est visiblement du côté des vélos qu'ils cherchent, car les voitures qui passent au même endroit ne les intéressent pas.

On peut les aider à trouver : qu'ils ne cherchent plus dans les sacoches, c'est dessous les sacoches que ça se tient. Eh oui, pour arriver à passer nos vélos et nos mobylettes, on les cache sous les sacoches !

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Creusot-Loire CM1 Framatome - Le Creusot).

IL Y A 50 ANS...

Le 6 février 1934, l'extrême-droite dans la rue

Il y a cinquante ans, le 6 février 1934, l'extrême-droite, les « Liges » comme on disait alors, descendait dans les rues et, après une nuit d'émeutes, contraignait le gouvernement radical de Daladier à céder la place à un gouvernement très marqué à droite, celui de Doumergue.

Pourtant, le 6 février 1934 ne fut pas une tentative de l'extrême-droite pour prendre le pouvoir : les Liges n'en avaient pas les forces. Les journées de février 1934 furent, pour reprendre l'expression de Trotsky, « la première offensive sérieuse de la contre-révolution unie ».

Mais si le 6 février fut l'occasion pour la droite de revenir au gouvernement, si au travers des émeutes les groupes d'extrême-droite conquièrent un poids politique qu'ils n'avaient pas auparavant, les contre-manifestations de la classe ouvrière les 9 et 12 février furent aussi le point de départ de la remontée de la classe ouvrière après les reculs des années de crise, remontée qui devait culminer dans la grève générale de juin 1936.

Un contexte de crise économique...

La situation en France dans les mois et les années qui précédèrent février 1934 présentait les caractères d'une profonde crise économique, sociale et politique.

Sur le plan économique, la crise mondiale ouverte en octobre 1929 par le krach boursier de New York ne fit

succédèrent de 1932 à 1934.

En effet, le déficit budgétaire atteignait 15 milliards de francs en 1932, alors que le produit de l'impôt ne se montait qu'à 12 milliards. Pour tenter d'endiguer cette croissance du déficit budgétaire, les gouvernements radicaux restreignirent les dépenses de l'Etat en rognant sur tous les budgets des ministères (y compris la Défense nationale)



Soupe populaire pour chômeurs à Ivry en 1934.

(Ph. Viollet)

sentir ses effets qu'avec retard, à partir de 1931 en France.

L'indice de la production industrielle, base 100 en 1928, tombait à 91 en septembre 1931, pour dégringoler à 76 en avril 1932. Le nombre de chômeurs doubla presque au cours de l'année 1931 : ils étaient 400 000 au début de l'année, plus de 700 000 à la fin. Au printemps 1934 on comptait 1 250 000 chômeurs complets, auxquels s'ajoutaient 2 000 000 de chômeurs partiels, et cela sur une population de 12,5 millions de salariés.

Les prix agricoles s'effondrèrent. Le quintal de blé, vendu 184 F en 1929, valait 74 F en 1935. L'hectolitre de vin valait 174 F en 1929, 64 F en 1935.

Boutiquiers, artisans, petits patrons furent eux aussi durement frappés par la crise : de 1929 à 1934 la moyenne mensuelle des faillites augmenta de 77 %.

Subissant directement les effets de la crise par l'amputation de ses revenus, voire dans de nombreux cas par la faillite, la petite bourgeoisie urbaine et rurale s'estimait aussi victime de la politique de déflation mise en œuvre par les gouvernements successifs, en particulier les gouvernements radicaux qui se

et en diminuant les primes des fonctionnaires. A l'inverse, ils augmentèrent les recettes de l'Etat, en majorant les cotisations sociales de retraite de 5 à 10 % et les impôts indirects de 5 %.

En fait, en pratiquant une telle politique économique, le Parti Radical, dont la majorité de l'électorat se recrutait au sein de la petite bourgeoisie, s'en prenait à la classe ouvrière mais aussi à sa propre base sociale, pour préserver les intérêts des gros possédants, industriels et financiers.

... doublé d'une crise politique

A l'impopularité engendrée par sa politique, le Parti Radical ajouta celle liée à l'instabilité gouvernementale. Cinq ministères se succédèrent de juin 1932 à janvier 1934.

L'extrême-droite trouva, bien entendu, dans ces multiples crises gouvernementales un aliment supplémentaire à ses campagnes anti-parlementaires. La démagogie fascisante des Liges reçut un accueil d'autant meilleur que des scandales politico-financiers dans lesquels se trouvaient compromis des députés radicaux, voire des ministres, éclatèrent. Le plus important d'entre eux fut « l'affaire Stavisky ».

Les scandales

Alexandre Stavisky, affairiste juif ukrainien naturalisé français, menait une vie mondaine brillante, fréquentant le « tout-Paris » et les allées du pouvoir. En décembre 1933 éclata le scandale du Crédit Municipal de Bayonne qui, sous la responsabilité de Stavisky, avait émis pour plus de deux cents millions de faux bons de caisse. Stavisky s'enfuit mais l'un de ses complices, le député-maire radical de Bayonne, fut arrêté et les noms de parlementaires et de ministres furent cités. Finalement, le 9 janvier, Stavisky fut retrouvé dans un chalet de montagne, mort. Selon la police, il se serait suicidé au moment même où les policiers intervenaient. Vrai ou faux, le suicide de Stavisky laissa tout le monde sceptique. Le scandale fut énorme. La droite et plus encore l'extrême-droite l'exploitèrent à fond, contraignant finalement le gouvernement Chautemps à démissionner et à céder la place à un autre radical, Daladier.

Scandales impliquant à la fois les milieux financiers, les milieux politiques, mettant en cause des affairistes juifs et des parlementaires franc-maçons, instabilité gouvernementale sur un fond de crise économique : les conditions étaient réunies pour que l'extrême-droite trouve l'oreille d'une fraction de la petite bourgeoisie en colère. Et cela d'autant plus que les partis de la classe ouvrière, profondément divisés par le cours ultra-gauche du PCF à l'époque et le soutien, même « critique », de la SFIO aux gouvernements radicaux, se montraient incapables de proposer une solution tant soit peu crédible aux travailleurs, et encore moins à la petite bourgeoisie.

Les organisations d'extrême-droite

A la veille du 6 février 1934, l'extrême-droite restait en France très divisée.

La plus importante des tendances était encore l'Action Française, royaliste. Son journal, *L'Action Française*, était largement diffusé, à Paris et en province. Elle exerçait une influence non négligeable sur les jeunes intellectuels, au travers de son maître à penser Maurras, puisque aussi bien Edgar Faure, Claude Roy, Alexandre Sanguinetti et... Nizan confesseront avoir flirté avec elle. Son organisation de choc, les « Camelots du Roi », « tenait » une partie du Quartier latin et organisait des raids contre les vendeurs de la presse de gauche.

Les Croix de Feu du colonel de La Rocque constituaient l'organisation promise au plus important développement. De Wendel, Mercier (celui des champagnes) y apportèrent leur adhésion... et leur argent. Réservée à l'origine aux anciens combattants de première ligne, elle s'ouvrit par la suite à tous ceux qu'attirèrent son idéologie nationaliste et antisémite, son culte du chef et ses organisations de choc.

Les Jeunesses Patriotes, les « JP » du député de Paris — et par ailleurs producteur de champagne — Pierre Taittinger, n'avaient souvent de « jeune » que l'intitulé de la carte qu'ils avaient en poche : le comité de patronage comportait par exemple les noms de Clémenceau, de Maginot, de Lyautey et du cardinal Dubois.

Les « Chemises Bleues » de Marcel Bucard se donnaient ouvertement pour but « l'anéantissement des orga-

quères ».

Bien qu'ayant réussi à contenir l'émeute, en butte à la pression de l'extrême-droite dans la rue et de la droite parlementaire au Palais-Bourbon, Daladier flancha et remit sa démission. Le pouvoir fut remis entre les mains du vieux politicien de droite Doumergue qui, après s'être fait prier, accepta de sortir de sa retraite. Il mit à profit sa situation de « sauveur », de Bonaparte en fait, pour obtenir le droit de faire passer les



Les affrontements place de la Concorde.

(Ph. AFP)

nisations prolétariennes, communistes et socialistes », ainsi que de « détruire l'Etat parlementaire et construire l'Etat corporatif ». Elles étaient subventionnées par l'industriel François Coty.

Le 6 février 1934

En fait, à la veille du 6 février 1934, ces organisations, même si elles avaient connu un relatif développement les années précédentes et si elles étaient très remuantes, ne représentaient pas par elles-mêmes une menace politique immédiate. Chacune d'elles ne comptait que quelques centaines ou quelques milliers de membres, et leurs chefs se vouaient des haines aussi mesquines que tenaces.

Décidé à enrayer l'agitation de l'extrême-droite, qui depuis début janvier multipliait les manifestations violentes dans la rue, le nouveau chef du gouvernement Daladier décida de muter le préfet de police Chiappe, qui ne cachait pas ses sympathies pour l'extrême-droite. « Vous me retrouverez dans la rue », aurait répondu Chiappe à Daladier. Et de fait, le 6 février, à l'appel de l'ensemble des groupes d'extrême-droite mais aussi des associations d'anciens combattants, des milliers, peut-être quelques dizaines de milliers de manifestants se retrouvèrent place de la Concorde, sur les grands boulevards et place de l'Hôtel-de-Ville, bien décidés à en découdre avec « la gueuse » (la République), « les voleurs », la « démocras-souille », « les métèques » et « les franc-maçons et les bolchéviks ».

Les affrontements furent extrêmement violents, charges sabre au clair du côté de la police, projectiles de toute sorte, rasoirs fichés au bout de matraques (pour atteindre les chevaux aux jarrets) du côté des manifestants, qui faillirent à plusieurs reprises emporter les barrages de police installés sur le pont de la Concorde. Rapidement les premiers coups de feu cla-

mesures les plus anti-populaires par décrets-lois.

La riposte ouvrière

Pourtant le coup de force de l'extrême-droite n'allait pas rester sans riposte de la classe ouvrière.

Le 9 février eut lieu la première manifestation appelée en réplique à l'émeute du 6 février. Le PCF, ayant refusé les propositions d'action commune de la SFIO, y appela seul. 50 000 travailleurs descendirent dans la rue et se regroupèrent à Belleville, à Ménilmontant, dans les quartiers populaires de la capitale. Rapidement des affrontements avec la police éclatèrent. Cette dernière ouvrit le feu. Six manifestants furent tués.

Pourtant, inquiets de la menace de l'extrême-droite, percevant peut-être l'approbation de leurs bases à une riposte unitaire, les dirigeants du PCF et de la SFIO changèrent d'attitude les jours suivants.

La CGT dirigée par les socialistes appelant à une journée de grève générale pour le 12 février, la CGTU (syndicat proche du PCF) finit par s'y rallier, tout comme le PCF décidait de se joindre à la manifestation appelée ce jour-là par la SFIO.

C'est dans ces conditions que, au cri de « Unité-Unité », les deux cortèges, celui du PCF et celui de la SFIO, se rejoignirent le 12 février place de la Nation.

Au-delà de la riposte immédiate au coup de force de l'extrême-droite, cette manifestation commune, la première depuis des années, allait marquer le début de la remontée de la classe ouvrière.

Les groupes d'extrême-droite, qui avaient reçu leur baptême du feu le 6 février 1934, durent en fait attendre un nouveau recul de la classe ouvrière, après la grève générale de 1936 et la trahison des Partis Socialiste et Communiste, pour, à la veille de la guerre, se montrer à nouveau menaçants.

Monde
paysan

« Le vin pur » de Ludovic Massé

Ludovic Massé, mort en 1982, a consacré toute son œuvre à sa région d'origine, la Catalogne française. Et ce roman, publié une première fois en 1945, ne fait pas exception. Il raconte la vie de Jantet Paric, de 1870 à 1907, d'abord sur le haut plateau pyrénéen, puis dans la plaine viticole.

Avec minutie et chaleur, il décrit la vie de ces

paysans-vignerons, leurs travaux, leur dureté, leurs vertus, mais aussi l'attachement passionné à la terre qui souvent tourne à l'obsession, les mesquineries et la générosité, les joies familiales, les histoires d'héritage, les bonnes et les mauvaises récoltes.

Ce monde de petits paysans et vignerons, ouvriers agricoles, artisans, est dominé par la figure originale de l'oncle Antonn,

chanteur de rues et partisan de la Commune, qui épingle les riches et attise les révoltes, persécuté par les autorités mais suscitant affection et solidarité.

Cette révolte contre les industriels, les négociants, l'Etat et les politiciens, va éclater au printemps 1907 et culminer dans les émeutes du 17 juin à Narbonne où, malgré la rébellion du 17^e régiment de ligne, la troupe

tire sur les vignerons soulevés.

Ce roman simple sait trouver à l'occasion le ton de la poésie et de l'épopée et rappelle un peu le ton et l'atmosphère des romans populistes du début du siècle, tel *Le pain quotidien* d'Henri Poulaille.

Vincent GELAS

Le vin pur de Ludovic Massé. Ed. Pol. 237 pages. 69 F.

« Le vinaigre et le fiel » de Margit Gari

Au travers de la vie de Margit Gari, paysanne hongroise de Mezökövesd, grosse bourgade située à 138 kilomètres de Budapest, l'ethnologue hongroise Edith Fel fait revivre dans *Le vinaigre et le fiel* tout un monde paysan aujourd'hui disparu.



Au cours de longues interviews enregistrées par celle-ci, Margit Gari, dans un langage qui ne manque ni d'humour ni de couleur, nous fait découvrir ce que fut non seulement sa propre vie mais celle de toute une communauté paysanne qui menait dans la première moitié du XX^e siècle (Margit est née en 1907) une existence repliée sur soi et que les grands événements de cette époque semblaient (mais semblaient seulement) à peine égratigner.

Margit Gari est une « Matyos », c'est-à-dire une catholique, surnom donné par les villageois protestants aux habitants de Mezökö-

vesd. A cette paysanne misérable et profondément croyante, la religion servait à la fois de code réglant le moindre de ses faits et gestes, mais aussi de planche de salut à laquelle elle s'accrochait de toutes ses forces pour supporter une vie de privations et de souffrances en attendant le salut et le bonheur promis pour l'autre monde.

Car Margit fait partie des « summás », c'est-à-dire de la catégorie la plus basse des ouvriers agricoles de cette société strictement hiérarchisée et cloisonnée, ceux qui n'ont jamais eu de terre et aux yeux desquels la possession du plus petit des lopins apparaît déjà comme le comble de la réussite et un rêve inaccessible. Avec tous les summás habitant « le coin des pauvres », elle était engagée, en bloc, dans les latifundia de la région pour des périodes de 3, 6, 8 mois de l'année et parfois très loin de chez elle. Et c'est toute la vie de ces ouvriers agricoles travaillant « comme des bêtes de somme » et payés de façon dérisoire — en nature par des sacs de farine souvent — que nous voyons au travers des nombreux déplacements de Margit. En dehors de la saison recommençait pour ces summás une vie de privation et de misère. Les femmes la plupart du temps battues par leurs maris qui dépensaient l'argent péniblement gagné au cabaret, passaient jours et nuits à exécuter de délicats travaux de broderies qui leur permettaient de subsister jusqu'à la prochaine saison de travaux agricoles.

Et les summás n'étaient pas les plus démunis : au-dessous d'eux il y avait les

mendiants qui se massaient autour de l'église pour recueillir l'aumône de ceux qui cherchaient, par ce geste, à s'acheter une bonne place au paradis. Au-dessus des summás par contre venaient les paysans avec terre. Des plus petits, possédant un misérable lopin et vivant à peine mieux que les summás, aux plus gros, « les terriens », ceux qui possédaient de 10 à 15 arpents de terre. Ce sont les seuls « gros » que connaît Margit car elle n'a aucune idée de ce à quoi ressemblent les plus riches, ces propriétaires de latifundia pour lesquels pourtant elle s'échine toute l'année.

Ce livre restitue dans les moindres détails la vie indivi-

duelle, familiale, sociale de ces summás. Il constitue un tableau complet de toute une structure sociale strictement hiérarchisée selon le métier et surtout selon la fortune. Une fortune qui repose exclusivement sur l'exploitation forcée de milliers de paysans réduits à l'état de semi-servage par les grands propriétaires fonciers. Mais, vue par les yeux de Margit, cette description d'ethnologue désireuse de reconstituer une société disparue, se transforme en une réalité vivante qui en rend la lecture très attachante.

Marie ANTONIN

Le vinaigre et le fiel de Margit Gari. Coll. Terre Humaine. Ed. Plon. 100 F.



Groupe de femmes sur une grande propriété betteravière.

Roman

« La niche de la honte »

de Ismaïl Kadaré

L'Albanie, au début du XIX^e siècle, est sous la domination turque depuis plusieurs centaines d'années et sa population et ses seigneurs se révoltent périodiquement.

En 1822, le pacha qui l'administre, Ali, n'obéit plus au sultan. Hurshid, qui dirige une expédition militaire, est chargé d'obtenir la tête du rebelle pour qu'elle puisse être exposée dans une niche sur la grande place de la capitale de l'empire ottoman où en permanence sont exposés les crânes des ennemis vaincus et des grands serviteurs de l'Etat tombés en disgrâce.

Ce contexte historique et ses épisodes sanglants servent de toile de fond à Ismaïl Kadaré pour camper un climat romanesque à la limite du fantastique et où l'irréel côtoie la triste réalité. Ainsi, nombre de ses personnages semblent atteints de folie mais d'une folie bien proche de certains comportements considérés comme normaux.

Il utilise la dérision et l'imagination pour dénoncer à travers les lois d'exception frappant l'Albanie insurgée — l'oppression nationale, la destruction des coutumes, l'interdiction de parler sa langue et l'autoritarisme sous toutes ses formes.

Son style vengeur fait mouche. C'est celui de personnages comme Tundj Hata, un humble serviteur du sultan chargé de transporter les têtes coupées, et qui inspire la terreur aux hauts dignitaires et aux tyrannaux locaux qui craignent d'être un jour emportés par lui ! Lui qui murmure, plein de haine : « *Hauts placés, inaccessibles, avec vos yeux méprisants mi-clos, vous, hauts dignitaires de l'Etat, vous nous côtoyez, nous, fonctionnaires moyens, sans daigner même nous gratifier d'un regard. Quant à nous, ternes serviteurs de l'Etat, nous qui ne serons certes jamais promus à votre rang, nous vous observons, ha-ha ! Et nous attendons, attendons que vous tombiez, pour vous prendre comme ça sous le bras et vous porter loin, loin.* »

La niche de la honte n'est peut-être pas aussi attachant qu'Avril brisé, Le pont aux trois arches ou Les tambours de la pluie, mais il est de la même veine.

La niche de la honte d'Ismaïl Kadaré. Ed. Fayard. 239 pages. 69 F.

Ecole

« Babel collège »

de Maurice Lemoine

En cette période où dans les collèges, il est question de réforme Legrand, de rénovation sans moyens supplémentaires, et où également quelques établissements scolaires sont en grève contre le projet de suppression de certains postes d'enseignants pour la prochaine rentrée alors que le nombre d'élèves augmente, Maurice Lemoine fait paraître *Babel collège*. C'est un reportage sur la vie dans un des collèges de la banlieue parisienne pendant l'année scolaire 1982-1983.

Ce reportage vivant illustre la situation dans un établissement où les enfants sont issus de milieux les plus défavorisés, souvent de familles immigrées.

Du côté des élèves, c'est l'angoisse, la violence, le courant qui passe ou qui ne passe pas. Du côté des profs, autoritaires ou chahutés, c'est bien souvent une attitude désabusée qui prévaut.

Par petites touches, Maurice Lemoine (auteur notamment de *Sucre amer*), nous fait entrer dans cet univers. On entend les

propos acides de salle des profs, on suit la fauche chez Carrefour, les cours transformés en rounds de boxe. Tout cela sonne juste, on rit souvent, on est ému parfois.

La postface de Marc Coutty, journaliste actuellement au *Matin*, qui porte sur les différents projets de réforme et entre autres sur la réforme

Legrand, n'offre par contre rien de très intéressant ni de bien nouveau.

Mais le reportage de Maurice Lemoine, bien enlevé et plein d'humour, se lit avec intérêt.

Marielle LEMONNIER

Babel collège de Maurice Lemoine. Ed. Autrement. 245 pages. 49 F.



TELE

Sélection

Samedi 4 février

20 h 35. TF1. Monsieur le président. Téléfilm d'après le roman du même nom de Miguel Angel Asturias. Avec Michel Auclair dans le rôle du président. L'Amérique latine n'est pas averse de dictateurs mis et maintenus en place par les tout-puissants USA. En voici un à l'œuvre et qui ne tolère pas que l'on puisse porter atteinte à son autorité.

Dimanche 5 février

16 h 35. FR3. La cuisine, d'après une pièce d'Arnold Wesker qui a connu un gros succès. La cuisine d'un grand restaurant, c'est notre société en miniature.

18 h. A2. Le ghetto des lépreux. Reportage sur une cité où vivent deux mille lépreux, située à 30 kilomètres de Rio de Janeiro. Dans un monde de misère, le sort des lépreux prisonniers est tragique.

20 h 35. TF1. Film : Josepha, avec Miou-Miou, Claude

Brasseur et Bruno Cremer. Josepha partagée entre deux hommes : l'un son mari comédien qui n'a pas encore percé mais dont le talent est prometteur et l'autre qui lui offre une vie calme et équilibrée. Qui va-t-elle choisir ? C'est bien joué, mais pas nécessairement passionnant...

20 h 35. FR3. Un pays, une musique. La mémoire des peuples francophones. Première d'une série de quatre émissions, consacrée cette semaine à Haïti, la misère au soleil. Une image en chansons de ces pays où cinq millions d'habitants vivent dans la misère et où le dictateur en place, Duvalier, a pour grand projet... de changer la mentalité de son peuple.

22 h 30. FR3. Cinéma de Minuit : The earl of Chicago de Richard Thorpe, en version originale et sous-titrée. Un gangster américain hérite de 10 millions de dollars et se transforme en parfait lord anglais. Il n'en a pas fini pour autant d'être aux prises avec son passé.

Lundi 6 février

20 h 35. TF1. Cinéma. En hommage à Johnny Weissmuller qui vient de mourir, nous reverrons *Tarzan l'homme singe*.

20 h 35. FR3. Cycle Marcel Pagnol : La fille du puisatier. Avec Raimu, Fernandel, Josette Day. Un mélodrame

un peu désuet qui connut en 1941 un grand succès.



Mardi 7 février

20 h 35. TF1. Les mardis de l'information présentent un reportage sur la responsabilité médicale. La limite entre l'erreur et la faute professionnelle n'est évidemment pas facile à tracer. En tout cas, le nombre de clients qui font des procès à leur médecin se multiplie.

20 h 50. FR3. Cinéma : La rose noire (1950), avec Tyrone Power, Orson Welles et Cécile Aubry. Film d'aventures aux multiples péripéties où vont s'affronter un seigneur de la guerre mongol et un jeune occidental parti à la découverte de mondes inconnus.

21 h 40. TF1. Jean-Paul Farré dans un spectacle clownesque avec un piano. Quelle touche !

23 h 25. FR3. Chérie, je me sens rajeunir. Un film de Howard Hawks avec Cary Grant, Ginger Rogers et Marilyn Monroe. Un classi-

que de la comédie américaine. A ne pas manquer : cela fait rajeunir.



Mercredi 8 février

21 h 25. TF1. Ces malades qui nous gouvernent. Des portraits de divers hommes d'Etat célèbres mais malades et parfois incapables de prendre une décision. Mais dans la société, il n'y a pas que la tête qui est malade : tout l'organisme est à changer.

Jeudi 9 février

21 h 40. A2. Musiques au cœur. « Le diable dans la musique ». Une série d'extraits musicaux sur ce thème. A condition de supporter, avec le diable, Eve Ruggieri.

21 h 45. FR3. Cinéma sans visa : Traversées. Film franco-tunisien. Deux immigrés, l'un venant du monde arabe et l'autre venant

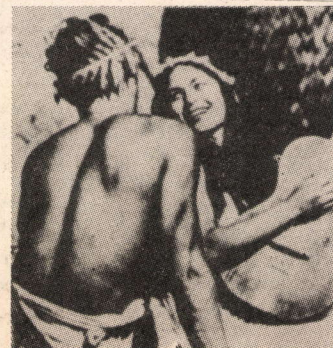
d'Europe centrale, aux prises avec la douane anglaise à Douvres.

Vendredi 10 février

20 h 35. A2. Guérilla. Deuxième épisode du feuilleton qui a pour thème la résistance espagnole aux armées de Napoléon.

21 h 35. A2. Apostrophes. Consacré cette semaine au **Roman dans tous ses états**. Autobiographique, historique, d'amour, de guerre, il y en a pour tous les goûts et toutes les couleurs. On nous présente donc le dernier roman d'amour de Flora Groult, le roman d'aventure de Robert Sabatier **Les années secrètes de la vie d'un homme** et d'autres encore.

23 h. A2. Ciné-Club : Tabou, de Flaherty et Murnau, un film qui date de 1931. Dans une île du Pacifique, un jeune pêcheur ne peut épouser celle qu'il aime : le vieux chef l'a vouée aux dieux, elle est « tabou ». Mais les deux amants transgressent l'interdit et tentent de fuir.



« Le jour d'après »

de Nicholas Meyer

● Ce film réalisé pour la télévision américaine est précédé d'une redoutable réputation. N'est-ce pas celui qui a effrayé plus de cent millions de téléspectateurs américains en leur révélant les horreurs de la guerre nucléaire ? A tel point qu'il a même fallu que le Pentagone (le ministère américain de la Défense) intervienne dans le débat pour tenter de rassurer les citoyens américains.

Ce qu'il y a d'intéressant dans *Le jour d'après*, ce n'est pas seulement la description de ce qui arrive « après » à Lawrence, une petite ville du Missouri (USA), proche de Kansas-City, touchée par un chapelet de bombes atomiques, c'est aussi ce qui se passe « avant ».

Quoi qu'on puisse penser du scénario évoqué par Nicholas Meyer (une nouvelle crise Est-Ouest en Allemagne, un nouveau blocus de Berlin, forcé par les troupes de l'OTAN, avec un enchaînement militaire qui aboutit à un échange de frappes nucléaires limité puis généralisé), son film nous montre, en effet, comment les quelques personnages ordinaires auxquels il s'attache, vivent cette crise, guère plus grave que d'autres au départ, mais qui va en fin de compte déclencher sur leur tête le feu nucléaire.

Chacun mène sa vie ponctuée par les communiqués et les déclarations de plus en plus préoccupants et alarmistes de la radio et de la télé. Mais pourquoi cela ne s'arrangerait-il pas une fois de plus ?

Eh bien, cette fois, cela ne s'arrange pas et, finalement, sous

les yeux de la population médusée, les silos à missiles, dispersés dans la campagne, et auprès desquels on avait fini par vivre tranquillement, s'ouvrent et vomissent les fusées intercontinentales chargées de mort.

C'est certainement un des passages les plus forts du film, ce moment où tout le monde comprend que la guerre nucléaire est vraiment déclenchée. Les missiles américains mettront une trentaine de minutes avant de toucher la Russie, cela signifie que dans la demi-heure qui suit (un peu plus ou un peu moins selon que les Russes ou les Américains ont tiré les premiers), les bombes russes éclateront elles aussi sur les Etats-Unis.

Les militaires, eux, sont au travail, dans leurs PC volants, au fond des bunkers, dans les bases. Ils ont des instructions, des codes à déchiffrer, des clés à manœuvrer, des automatismes longuement répétés à exécuter à la seule différence que cette fois « ce n'est pas un exercice ».

Mais la population civile, une fois de plus, subit ce qu'elle n'a ni voulu, ni décidé, ce qu'on lui impose pour des motifs qui la dépassent. A Lawrence, la plupart de ceux qui échappent au feu et aux destructions de l'explosion sont irradiés. Ils meurent lentement, rongés par des plaies immondes, dans une pénurie d'eau, d'aliments, de soins.

Mais à Kansas City, comme vraisemblablement dans des tas d'autres cités, il n'y a plus rien du tout. Tout ce qu'on connaît des effets des bombes d'Hiroshima et de Nagasaki, tout ce qu'on sait de



la puissance des armes atomiques actuelles indique que rien de ce que nous montre le film n'est exagéré, au contraire. On comprend ainsi pourquoi il a soulevé tant d'émotion lors de sa récente projection à la TV américaine. Car comment accepter de pouvoir devenir ainsi les victimes ignorantes et impuissantes d'un système absurde. Si l'humanité veut échapper aux perspectives barbares que les puissants de ce monde nous préparent, il n'y a pas d'autre

moyen que de comprendre ce qui se passe et de lutter pour transformer la société avant qu'il ne soit trop tard.

Claude CHARVET

A Paris : Gaumont Les Halles 1^{er}. Berlitz 2^e. Gaumont Richelieu 2^e. St-Germain Studio 5^e. Studio de la Harpe 5^e. Bretagne 6^e. Colisée 8^e. Elysées Lincoln 8^e. Athéna 12^e. UGC Gare de Lyon 12^e. Fauvette 13^e. Gaumont Sud 14^e. Gaumont Convention 15^e. Clichy Pathé 18^e.

Sélection cinéma

Dans les salles parisiennes

Films récents...

ET VOGUE LE NAVIRE. de Federico Fellini.

Une allégorie baroque de la fin d'un monde aristocratique et décadent à la veille de la guerre de 1914.

Gaumont les Halles 1^{er} (vo). UGC Opéra 2^e (vo). Saint-Germain Village 5^e (vo). Odéon 6^e (vo). Rotonde 6^e (vo). Pagode 7^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo). Normandie 8^e (vo). UGC Boulevard 9^e. 14 Juillet 11^e (vo). Bienvenue 15^e (vo). 14 Juillet 15^e (vo).

LE BAL. d'Ettore Scola.

A travers quelques bals populaires, le film évoque diverses périodes. Une manière plaisante, pleine de vie et d'émotion de nous conter l'histoire.

Gaumont les Halles 1^{er}. Vendôme 2^e. Studio de la Harpe 5^e. Hautefeuille 6^e. Pagode 7^e. Gaumont Champs-Élysées 8^e.

14 Juillet 11^e. Montparnasse Pathé 14^e. 14 Juillet 15^e.

ERENDIRA. de Ruy Gerra.

Un conte de fées d'après un scénario de Gabriel Garcia Marquez : quelque part en Amérique latine, Erendirra, prostituée et soumise par une grand-mère tyrannique, va, en rencontrant un ange blond, reprendre goût à la vie.

Forum Orient Express 1^{er} (vo). Quintette 5^e (vo). Marbeuf 8^e. Trois Parnassiens 14^e (vo).

UN FAUTEUIL POUR DEUX. de John Landis.

Le comportement est-il inné ou déterminé par le milieu ? A cette docte question Landis répond par une joyeuse pantalonade.

Saint-Michel 5^e (vo). Georges V 8^e (vo). Lumière 9^e. Montparnos 14^e.

LA BALLADE DE NARAYAMA. de Shohei Imamura.

Dans un village japonais, les vieillards doivent se retirer sur la montagne pour y mourir. Une légende mais aussi une description de la vie dure des paysans pauvres.

Quintette 5^e (vo).

RUE CASES-NÈGRES. de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Olympic Luxembourg 6^e. 14 Juillet Parnasse 6^e. Paramount Montmartre 18^e.

GANDHI. de Richard Attenborough.

La vie et la carrière politique de celui qui passe pour l'« apôtre de la non-violence », et qui conduisit la lutte pour l'indépendance de l'Inde. Intéressant malgré le ton apologétique.

Cluny Palace 5^e (vo).

CARMEN. de Carlos Saura.

Sur des airs de Bizet, de musique espagnole, un film sur la danse, le flamenco et l'élaboration d'un ballet.

Cinoches 6^e (vo). Sept Parnassiens 14^e (vo).

... et moins récents

LES BAS-FONDS. de Jean Renoir.

D'après la pièce de Gorki, avec Gabin et Jouvet.

Saint-André-des-Arts 6^e.

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE. de Jamis Uys.

Un indigène du Kalahari, aux prises avec la civilisation blanche. Celle-ci n'en sort pas à son avantage...

Impérial 2^e.

MOLIERE d'Ariane Mnouchkine

Une évocation de la vie et

du travail de Molière, ainsi qu'une vaste fresque de son époque.

Bonaparte 6^e.

TO BE OR NOT TO BE. d'Ernst Lubitsch.

La version de 1942, un classique du film comique : comment le théâtre peut servir la résistance dans la Pologne occupée par les nazis.

Saint-André-des-Arts 6^e (vo).

TUEURS DE DAMES. d'Alexander Mackendrick.

Cinq tueurs, c'était assez pour un hold-up, mais tout à fait insuffisant pour venir à bout d'une vieille dame.

Action-Ecole 5^e (vo).

MISSING. de Costa-Gavras.

Un père veut savoir pourquoi son fils, un journaliste américain, a disparu au Chili, en 1973, lors du coup d'Etat militaire.

Club 9^e.

« Mi-figue, mi-raisin »

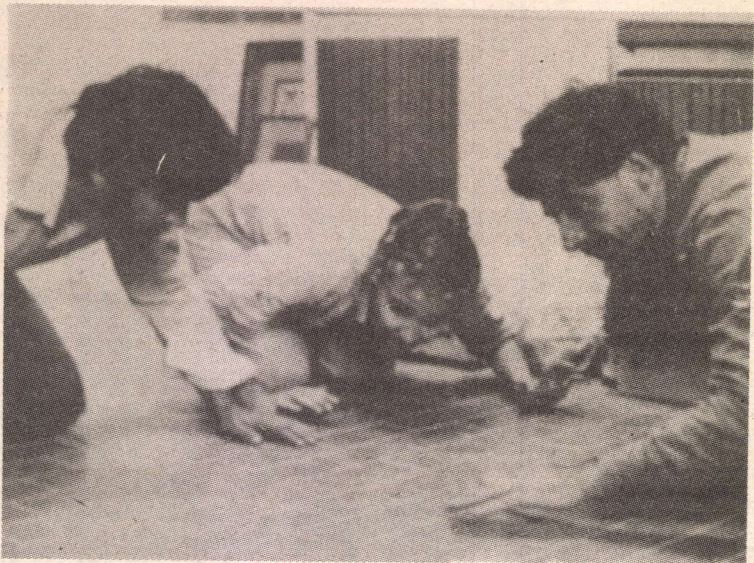
de Srdan Karanovic

Parce qu'elle a raté son avion pour Istambul, une jeune journaliste américaine décide de rester une journée à Belgrade et d'y retrouver un ami.

Cette journée va se transformer en quelques semaines de séjour. A travers les relations qu'elle entretient avec son ami et un de ses copains, on aperçoit des petites tranches de vie yougoslave.

Sur un ton plein d'humour, le réalisateur Srdan Karanovic oppose la vision « américaine » de la société yougoslave à celle, assez désabusée, des deux hommes. La journaliste, par exemple, n'ose pas téléphoner car « en pays communiste, c'est dangereux ». On la rassure : ici il n'y a pas de Watergate ! Lorsqu'elle rencontre un Yougoslave non communiste, le présumé « dissident » n'est autre qu'un dragueur invétéré qui n'a pas payé... ses cotisations au parti !

Quant aux petits-bourgeois yougoslaves qu'on nous présente, ils semblent plus « déchirés » par les conflits entre générations que préoccupés par



l'exercice de défense civile lancé par l'Etat et qui assigne un rôle à chaque citoyen. Les vieux sont dépassés et offusqués par le libéralisme des mœurs : les 30-40 ans sont à l'affût de nouveaux systèmes D pour trouver ce dont ils ont besoin ; quant aux plus jeunes, nous n'en voyons qu'un : il est punk — et comble pour un Yougoslave — passionné

par les groupes pop allemands. Autant dire que, selon Karanovic, les Yougoslaves eux-mêmes semblent avoir de la peine à s'y retrouver.

Entre la lenteur du film, son côté quelquefois superficiel et son humour, le spectateur peut lui aussi ressortir de la salle... mi-figue, mi-raisin.

Samuel LATAN

A Paris : Logos 2 5°.

« Nuages flottants » de Mikio Naruse

L'action se situe au Japon en 1946. La guerre est finie. Une femme arrive à la ville. Elle vient de retrouver celui qu'elle a connu pendant les hostilités sur une exploitation forestière dépendant du ministère de l'Agriculture, où ils étaient tous deux fonctionnaires.

Lui était déjà marié, et il a retrouvé sa femme. Il a décidé d'oublier celle qu'il a connue durant la guerre.

Abandonnée, dans une société où la femme est subordonnée et doit être prise en charge pour pouvoir survivre, elle se raccroche à la vie grâce à un soldat américain, membre des troupes d'occupation du Japon.

Ce sera là le premier épisode des amours contrariés d'une femme qui constituent l'essentiel de ce film qui n'en reste heureusement pas à la description d'une situation somme toute classique du « mélo » : celle d'un amour impossible.

Outre la peinture sans complaisance d'une relation où l'homme, aussi égoïste soit-il, s'en tire toujours à son avantage, ce film donne aussi un petit tableau de la vie du Japon d'après-guerre, avec la misère, les difficultés quotidiennes, le poids des traditions. Contrairement à bien des films japonais qu'on a pu voir sur les écrans ces derniers temps, celui-ci (qui date de 1955) n'est ni très violent, ni morbide. Il est au contraire tout en demi-teintes, celles du mal de vivre quand on n'a guère d'espoir.

Ce n'est pas un « grand » film, mais une peinture intimiste qui évite les écueils du

« mélo », ce qui, au vu du sujet, est une petite gageure.

Jacques FONTENOY

A Paris : Olympic Luxembourg 6°. Olympic St-Germain 6°. Olympic Entrepôt 14°.



LOUISIANE de Philippe de Broca



Dans la lignée des nombreuses versions d'*Autant en emporte le vent* auquel il fait diablement penser, ce film est la version grand spectacle et américanisée de la série de romans de Maurice Denuzière *Louisiane*, *Fausse Rivière* et *Bagatelle*.

Ayant vécu de longues années en France, Virginia, devenue une ravissante jeune fille, revient dans la Louisiane natale, vers 1830, à la mort de son père. Elle entreprend de conquérir « Bagatelle », la magnifique habitation de son parrain, ainsi que la plantation de coton sur laquelle travaillent de nombreux esclaves. Virginia se sert de son charme pour conquérir et maintenir ce domaine, et ceci pendant les trente ans de son existence que décrit le film sans que, « ciné photogénie » oblige, l'héroïne prenne une ride.

Le film nous montre très rapidement 1848 à Paris, la guerre de Sécession aux Etats-Unis. Quelques scènes montrent la condition des esclaves (un raid vengeur préfigurant le Ku Klux Klan), la vente des esclaves récalcitrants, l'interdiction qui leur est faite d'apprendre à lire et à écrire.

Mais l'essentiel du film est consacré aux aventures amoureuses de Virginia, la société de l'époque n'apparaissant vraiment que pour meubler l'écran.

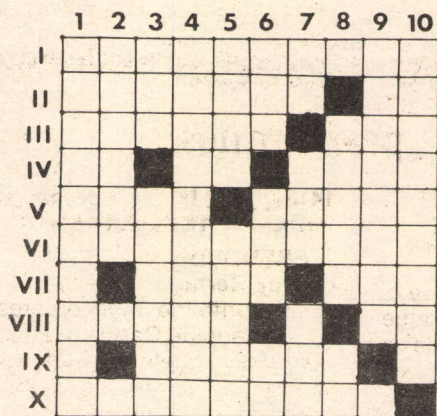
Du coup, malgré l'excellent jeu des acteurs et la beauté des images qui fait que l'on ne s'ennuie pas trop au long de plus de trois heures de projection, le film est aussi inconsistant que le nom de la propriété de Virginia : Bagatelle !

Mais le réalisateur, Philippe de Broca, a, lui, toutes les raisons de se réjouir, car à la fin du tournage, il a épousé l'actrice principale et son film-fleuve va bientôt aborder le petit écran sous la forme d'un feuilleton télévisé de six heures !

Laurence VINON

A Paris : Forum Orient-Express 1°. Gaumont Richelieu 2°. Paramount Richelieu 2°. Paramount Odéon 6°. Publicis St-Germain 6°. George V 8°. Paramount Mercury 8°. Publicis Matignon 8°. Paramount Opéra 8°. Paramount Bastille 12°. Paramount Galaxie 13°. Paramount Gobelins 13°. Montparnos 14°. Paramount Montparnasse 14°. Paramount Orléans 14°. Convention St-Charles 15°. Passy 16°. Paramount Maillot 17°. Images 18°.

MOTS CROISÉS



VERTICALEMENT.

I. Africain de l'Ouest. II. Provenir. III. D'ordre, il conteste parfois l'ordre établi. Evites. IV. Affaiblissement prononcé. V. Fin de ligne. Travail d'usine. VI. Parfois il faut l'élever. Plante ou tissu. Préposition. VII. Sur une borne. Parmi nous. Pas de glace. VIII. Attrapé. Symbole chimique. Relie. IX. Premiers usages. X. Des marques de sérieux.

HORIZONTALEMENT.

1. Concerne une division du temps. 2. Trouble passager. Personnel. 3. Ne manque pas de classes. Désert de dunes. 4. Adverbe. II a bon dos. Multitude. 5. Commune belge. Article. Souvent en bas de page. 6. Elle est introuvable. 7. Succession désordonnée de plats. Comestible quand il est de nonne. 8. Assister. Pronom. 9. Rang indéterminé mais élevé. 10. Note à soutenir.

Solution du n° précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	O	P	E	R	A	T	I	O	N
II	S	I	T	E	B	V	E		
III	T	R	A	I	N	S	I	D	
IV	R	E	I	N	E	I	L	I	
V	O	T	T	O	L	A			
VI	C	O	R	T	I	E	N		
VII	O	C	T	A	V	E	N	E	
VIII	T	R	E	V	E	L	I		
IX	H	E	R	I	T	I	E	R	E

Il y a toujours de l'argent pour les guerres coloniales

Quatre soldats français ont-ils été tués, le 1^{er} février, au cours de la bataille qui s'est déroulée lundi, au nord-est du Tchad, comme l'a annoncé l'agence de presse libyenne ? Ou bien faut-il croire l'état-major français qui a aussitôt démenti l'information ?

En tout cas, depuis quelques jours, les troupes françaises au Tchad ont gravi un nouvel échelon dans l'escalade guerrière, en repoussant de 100 km vers le nord la ligne de démarcation entre un sud contrôlé par Hissène Habré avec l'appui de la France et la zone aux mains des partisans de Goukouni Oueddeï.

Dans le même temps, le ministre des Relations extérieures, Cheysson, va sans

doute tenter de profiter de cette offensive militaire et du nouveau rapport de forces sur le terrain pour faire avancer le point de vue du gouvernement français sur le Tchad dans certaines capitales africaines où il se trouve ces jours-ci — et, bien sûr, principalement à Tripoli dont les troupes soutiennent celles de Goukouni Oueddeï.

Les nouveaux « arguments » de Cheysson convaincront-ils Kadhafi et son allié tchadien Goukouni ? En tout cas, au Tchad même, le protégé actuel du gouvernement français, Hissène Habré, apparaît toujours incapable, non seulement de s'imposer au nord contre Goukouni, mais même de maintenir

l'ordre (enfin, celui de l'impérialisme français) dans sa propre zone puisque des rébellions armées existent toujours dans le sud du pays.

En fait, si des troupes françaises se trouvent au Tchad, aujourd'hui sous Mitterrand comme hier sous Giscard, c'est bien moins pour soutenir Hissène Habré contre Goukouni Oueddeï (car il y a quelques années elles ont soutenu le second contre le premier quand Goukouni était à la tête de l'Etat tchadien), que pour maintenir un ordre (celui de l'impérialisme), faute de pouvoir compter pour ce faire sur les seules forces de l'Etat tchadien. Un ordre impérialiste que cette guerre civile compromet

au Tchad, bien sûr, mais aussi dans toute la région en entretenant une instabilité qui pourrait gagner nombre d'Etats fragiles que sont les dictatures africaines.

Alors évidemment, cette politique de gendarme du continent africain que mène la France est une politique militaire coûteuse, de grande puissance, qui s'accorde mal avec le fait qu'ici, le gouvernement explique que l'heure est aux sacrifices, à la rigueur budgétaire pour faire face aux difficultés économiques. Car, quitte à faire des économies, pourquoi ne pas commencer par économiser les sommes colossales (sans parler des vies humaines) que le gouvernement et l'état-major gaspillent

lent allègrement dans les sables du Tchad ? Pourquoi s'obstiner à vouloir rétablir l'ordre au Tchad ou au Liban ? Pourquoi jouer les gendarmes à des milliers de kilomètres, sinon pour défendre une fois de plus les intérêts des capitalistes, des banques, des trusts qui font des affaires en Afrique ou au Moyen-Orient ? Car quel travailleur, quel ouvrier, quel paysan de ce pays a des intérêts là-bas ?

Non, ce ne sont en aucune manière, ni les intérêts des travailleurs d'ici, ni ceux des peuples d'Afrique que défendent au Tchad les troupes de Mitterrand comme hier celles de Giscard.

Pierre LAFFITTE

Les étapes de l'engrenage

Le 10 août dernier commençait l'opération Manta : 500 parachutistes débarquaient au Tchad, officiellement comme « instructeurs » de l'armée tchadienne en dérouté.

C'était un pas de plus dans l'engagement aux côtés d'Hissène Habré. Jusque-là, le gouvernement français s'était contenté d'envoyer du matériel militaire, à haute dose il est vrai, accompagné de techniciens « civils ».

Le 28 juin, fidèle aux engagements pris par Chirac et respectueux des intérêts de la bourgeoisie française, Mitterrand déclarait à Europe 1 : « Nous avons des obligations à l'égard du Tchad qui datent de 1976. La France respectera ses obligations sans limites... ».

Pendant tout le mois de juillet, les pressions se faisaient plus vives : les dictateurs africains, protégés traditionnels de l'impérialisme français, poussaient à l'intervention ; les Etats-Unis, tout en augmentant leur aide militaire à Hissène Habré (de 10 à 25 millions de dollars), faisaient sentir à Mitterrand que le gouvernement français devait jouer son rôle de gendarme dans cette partie du monde avec plus d'empressement.

Le pas fut franchi avec l'opération Manta. Officiellement, l'armée française

accourait au secours d'un gouvernement légal menacé par un rebelle qui s'appuyait sur les troupes « étrangères » libyennes. Comme si les paras français étaient moins « étrangers » au Tchad ! Officiellement toujours, ces troupes n'étaient pas là pour se battre mais pour protéger « l'intégrité territoriale » du Tchad et faciliter une « solution négociée ».

En fait « d'intégrité territoriale », elles concrétisaient la partition du Tchad en installant une zone « de sécurité » à la hauteur du 15^e parallèle.

Quant à « la solution étrangère », elle a perdu de sa crédibilité avec l'échec de la conférence d'Addis-Abeba, début janvier. La présence des troupes françaises permet à Hissène Habré de camper sur ses exigences, pas d'obtenir la paix.

Peu à peu, les 500 « instructeurs » sont devenus 3 000 et, depuis l'attaque contre le Jaguar la semaine dernière, ils ont élargi leur périmètre de sécurité, cette zone « rouge » où ils sont autorisés à ouvrir le feu sans préavis.

Fin août, dans une interview au journal *Le Monde*, Mitterrand disait : « L'engrenage, il y a beau temps que nous y sommes ». Sans aucun doute, et pour longtemps encore !

Sylvie MARECHAL

L'affaire du Jaguar abattu : Hernu victime d'un coup de griffes



L'un des Jaguar français : un avion qui craint les mitrailleuses (AFP)

La version officielle diffusée par le ministère de la Défense, à propos du Jaguar français abattu au Tchad la semaine dernière, pouvait, dans un premier temps, laisser penser à une sorte de regrettable accident. Le Jaguar, disait-on au ministère, se trouvait en simple « mission de reconnaissance photographique ». Marcel Dassault est même venu en personne expliquer sur les ondes d'Europe 1, vendredi, que jamais, au grand jamais, un Jaguar n'aurait pu être abattu s'il avait été animé d'intentions autres que pacifiques. Comme on l'imagine sans peine, Dassault n'allait tout de même pas laisser dire qu'un de ses Jaguar — summum de la technique guerrière franco-anglaise — avait pu être abattu comme un vulgaire moineau par le lance-pierre d'un rebelle du désert. Mardi 31 janvier, à l'Ecole militaire, c'est le ministre de la Défense lui-même, Charles Hernu, qui renchérissait dans le même sens, expliquant que les

Jaguar n'avaient « pas reçu l'ordre d'attaquer alors qu'ils en avaient la possibilité » car, dans la colonne, « il y avait 17 prisonniers et c'est grâce à la France s'ils sont encore en vie ».

Bref, l'affaire était entendue, le Jaguar restait un avion sans reproche (et donc exportable) et les pilotes français des « chevaliers du ciel » protégeant sinon la veuve et l'orphelin, du moins les prisonniers.

Là-dessus, patatrac, l'adjoint au général commandant les forces françaises au Tchad, le colonel Cassot, faisait le coup du Jaguar à Hernu et descendait en flammes sa version des faits. Selon lui, « les ordres étaient clairs », les Jaguar ont attaqué au canon pour « immobiliser le convoi », et c'est au cours du dernier passage sur la colonne que le Jaguar aurait été abattu par le tir... d'une simple mitrailleuse !

Décidément Hernu n'a pas de chance avec son aviation. Il y a quelque temps, il avait

même dû venir « prouver », devant les caméras de télévision, le succès du bombardement d'une caserne chiite à Baalbek (au Liban) que d'aucuns mettaient en doute. Et maintenant, c'est un responsable militaire de haut rang qui laisse entendre que « son » ministre ne sait pas ce qu'il dit.

C'est peut-être là un simple « couac » dû à une mauvaise coordination entre un ministre et un officier supérieur. Mais force est de reconnaître que ce n'est pas la première fois qu'un membre, militaire, civil ou policier de la haute administration ne se gêne pas pour glisser une peau de banane à un membre de ce gouvernement. Et ceci malgré tous les gestes de bonne volonté déployés par ce même gouvernement à l'égard d'un appareil d'Etat qu'il sait lui être foncièrement hostile... lequel aurait bien tort de se gêner puisque le gouvernement laisse faire les galonnés.

Pierre LAFFITTE



Des soldats français pour le Tchad : les gendarmes de l'impérialisme (AFP)